

Maintenant

No 86

**LES
VÉRITABLES MAÎTRES
DU QUÉBEC:
L'EMPIRE
POWER CORPORATION**

DOSSIER INFORMATION

par: André Charbonneau
Jacques A. Lamarche
Jacques Guay
Marcel Adam

**LA
VIOLENCE
PEUT-ELLE ÊTRE
LIBÉRATRICE
?**

**"LONGTEMPS
J'AI ÉTÉ UN
PRÊTRE
PAÏEN"**

par
Louis Evelyn

MAI 1969 — 75 cents

LA VIOLENCE À A

Le terrorisme nous a fait prendre conscience du problème de la violence physique et de sa menace pour la société. Cette expérience de choc à laquelle nous n'étions pas habitués a secoué notre léthargie et provoqué notre réflexion. Pourtant, si l'on jette un regard sur le champ plus vaste de notre société on constate que la violence prolifère sous les aspects les plus divers: violence physique, morale, politique, agression économique, violence institutionnalisée, etc.

Universelle . . .

Les mass-media nous révèlent que la violence ne connaît pas de frontières: elle est universelle. La société internationale ne cesse d'être tiraillée et secouée de convulsions. Même en dehors des périodes de conflits aigus — guerre mondiale ou guerre froide — des agressions perpétuelles nous rappellent que la paix est un objectif difficilement accessible. Des guerres de libération comme le Biafra et le Vietnam, des conflits renaissants comme la lutte israélo-arabe, des troubles raciaux comme aux Etats-Unis et en Afrique du sud, les rébellions armées d'Angola ou d'Amérique latine et même les troubles religieux comme en Irlande du nord caractérisent la fin du XX^e siècle. Le sous-développement croissant qui sépare les peuples de l'opulence des peuples de la faim laisse présager d'autres explosions encore plus vastes et percutantes.

. . . et quotidienne

La violence est omniprésente et pontue notre vie de chaque jour. On est obnubilé par les bombes, mais ces explosions n'ont pas fait de mort, sauf exception. Pourtant il ne se passe pas de moment sans que la violence ne fasse des victimes qui ne déclenchent d'autres réactions que les manchettes de la grande presse: règlements de comptes de la pègre, viols, suicides, bagarres de gangs, troubles sur les campus, accidents mortels de la route, matraquages policiers; jusqu'à l'univers des sports qui n'est pas exempt de victimes avec la boxe ou les courses automobiles.

A côté de cette violence directe d'autres formes d'agression violent la dignité de la personne; la discrimination sous toutes ses formes; prostitution, jeu et trafic de la drogue sont à la source de graves calamités sociales. La pollution de l'air et des eaux mine la

santé plus subtilement que les taudis. Quant à la violence économique-sociale elle n'est pas le chapitre le plus reluisant au calendrier de la violence. Le chômage est un indicateur assez juste de l'économie d'un pays. On ne cesse de battre ses propres records et le sous-emploi réduit des catégories sociales entières à la condition de citoyens de seconde zone. Agriculteurs, manoeuvres, immigrants, cols blancs privés de travail, souvent aussujettis à la maladie physique ou mentale, tout un prolétariat est entretenu dans une passivité voisine de l'hébétude. Il n'est rien de plus destructeur et de plus dissolvant que la non-participation, l'impossibilité de se livrer à un labeur ou à un loisir créateur.

La violence politique ajoute à l'oppression. On proclame que nous vivons en démocratie, que chaque citoyen est égal devant la loi et que le droit à la participation est assuré par nos institutions. Avec la carte électorale, le mode de scrutin, le financement des caisses électorales, sans parler du mensonge et de la fraude, faut-il s'étonner de la désaffection grandissante des citoyens à l'endroit de la démocratie? Le malaise s'accroît avec la prise de conscience, quand on constate la domination d'un groupe ethnique sur un autre et le rôle occulte des pouvoirs comme la haute finance.

L'affaire Geoffroy

La violence de l'ordre établi est à la source des explosions de bombes qui secouent le Québec depuis le premier FLQ de 1963. Du côté des terroristes l'objectif s'est considérablement radicalisé. Nous en trouvons une preuve flagrante dans le réquisitoire de l'avocat de Geoffroy, Me André Daviault, qui rendait compte en ces termes de la motivation de son client:

"La jeunesse, dit-il, est dégoûtée et écoeurée . . . de la pauvreté au Canada et ailleurs, des profiteurs qui exploitent les indigents car, dit-il, les aînés n'ont rien fait pour remédier à ce climat de violence, d'exploitation des classes défavorisées et de corruption généralisée. Dans un tel climat il est devenu "presque normal" d'avoir recours à des moyens extrêmes pour recréer une nouvelle société humaine fondée sur la dignité humaine".

Et Me Daviault termine sa plaidoirie en disant qu'"en raison du climat de violence et d'injustice qui a entouré l'enfance et la jeunesse de Geoffroy, il se croit justifié de demander la clémence du tribunal. Mais, ajoute-t-il, il ne faudrait pas le punir pour des actes dont la société est en grande partie responsable".

Maintenant

directeur-administrateur:
VINCENT HARVEY, O.P.
adjoints à la direction:
PIERRE SAUCIER
HELENE PELLETIER-BAILLARGEON
ANDRE CHARBONNEAU
YVES GOSSELIN, O.P.

DISTRIBUTION: Les Messageries Dyna-
miques Inc., 9820 rue Jeanne-Mance,
Montréal — 384-6401

conditions d'abonnement:

ABONNEMENT D'UN AN \$ 7.00
ABONNEMENT D'ETUDIANT \$ 5.00
ABONNEMENT DE SOUTIEN \$10.00

N.B. Les abonnements ne sont
enregistrés qu'au reçu du versement.

IMPRIME AUX ATELIERS DE
IMPRIMERIE MONTREAL OFFSET INC

rédaction,
administration,
abonnements:
2715, CHEMIN COTE-STE-CATHERINE
MONTREAL 250, P.Q. — Tél.: 739-2751

ASSUMER ET À DÉPASSER

131

*Pierre Saucier**Vincent Harvey O.P.*

A la violence qu'engendre la société s'ajoute la violence institutionnalisée qui vient au secours de la démocratie formelle, pour réprimer les mouvements de contestation: grèves, manifestations, terrorisme. Au seul poste "police" du nouveau budget de Montréal on prévoit une dépense record de 33.5 millions.

Manipulation des consciences

La violence étend encore son rayonnement par le truchement de la publicité qui permet de manipuler les consciences. Les techniques les plus avancées de la psycho-sociologie sont ainsi mises à contribution pour endormir le sens critique. Et l'une des façons les plus adroites et les mieux camouflées d'aliéner la liberté consiste à faire naître de faux besoins en créant des désirs irréalisables pour un bon nombre de citoyens.

La main-mise sur l'information peut s'opérer dans la légalité et il devient possible de conditionner l'opinion au point de rendre presque illusoire la liberté d'opinion. On compte aujourd'hui les entreprises qui échappent aux diktats des establishments. La violence étend même son empire jusque dans le domaine des arts. Ce n'est pas sans raison qu'après les assassinats des deux Kennedy et du pasteur King le Sénat américain a institué un sous-comité chargé d'étudier la violence à l'écran. Même dans un pays démocratique et aussi pacifié que le nôtre nous vivons dans un réseau de violences de toutes sortes. Notre existence individuelle et collective est tissée de violence que l'on subit et que l'on fait subir aux autres. Nous avons notre ration quotidienne de violence. Cette constatation faite essayons de prendre un peu de recul pour tenter d'y voir clair.

Comme l'amour, l'instinct de violence et de mort est au coeur de notre être, inscrit dans notre système biologique, psychique et notre être spirituel ("le Royaume des ciels souffre violence et ce sont les violents qui l'emportent").

Meurtre du père

Pour acquérir son autonomie et atteindre une certaine maturité, l'individu doit rompre les liens de

dépendance, s'opposer à ceux-là mêmes qui lui ont donné la vie afin de s'affirmer comme personne et liberté. Le "meurtre du père" est un processus indispensable d'affirmation de soi, de conquête de son autonomie et de sa liberté. Ce n'est qu'après cette douloureuse évolution comportant des oppositions et des affrontements, que l'individu devient autonome vis-à-vis de ses parents. Cette autonomie si chèrement acquise ne suffit pas cependant à l'élaboration d'une personnalité; il faut encore que l'individu affronte d'autres tensions pour se situer et s'insérer dans la société. Il devra mener d'autres combats, subir la compétition, accepter les autres tout en se distinguant d'eux et se faire violence à lui-même pour s'engager dans des projets communautaires.

Une fois acquise sa part d'autonomie, de liberté et de socialisation, l'homme devient capable d'altruisme, de dialogue, de respect de l'autre et d'amour véritable. Il peut alors non seulement réassumer son père dans un nouveau type de relations (amicales) mais encore se réconcilier avec l'autorité et les structures de la société.

Affirmation collective

On pourrait faire la même analyse au niveau du groupe social ou de l'ethnie. Un peuple naît et se développe un peu de la même façon. On se lie pour construire ensemble une personnalité collective: un héritage culturel partagé par tous, une manière propre de vivre, une liberté commune dans les différentes sphères de l'existence nationale. Cette affirmation collective occasionne des tensions et nécessite des oppositions dont l'intensité et la violence varient selon les différentes conjonctures politiques. Idéalement les peuples devraient découvrir d'abord leur complémentarité. Mais la psychologie sociale de même que l'histoire nous montrent que les choses se passent autrement. Tout comme l'individu un peuple ne devient capable de vivre la complémentarité qu'une fois conquise et assurée sa personnalité collective. Aussi longtemps qu'un peuple demeure menacé dans sa culture, sa langue, ses institutions et son autonomie, on ne peut exiger de lui la même assurance et la même sérénité dans le dialogue et les échanges inter-

sommaire

La violence à assumer et à dépasser

Vincent Harvey et
Pierre Saucier 130

Service de la vérité, service des pauvres

Fernand Dumont 134

"Longtemps j'ai été un prêtre païen"

Louis Evelyn 137

Lettre aux inquiets de ce temps

André Major 140

Dossier information

En collaboration 144

Autres sophismes de l'Establishment

Guy Allard 156

La crise du temps

Raymond Montpetit 158

L'affaire Cardonnel, un Concile enterré

Hélène Pelletier-Baillargeon ... 160

Courrier de la deuxième classe.
Enregistrement no 1419.

ethniques. L'instinct de défense et de survie accapare alors le champ de la conscience et le gros des énergies de la collectivité, comme on le constate en temps de guerre ou d'occupation. Des pays européens auraient-ils songé à un marché commun pendant l'occupation allemande?

L'instinct de domination . . .

Combien précaires du reste sont les aménagements internationaux! L'instinct de domination, qui n'est qu'une autre facette de l'instinct de violence peut à tout moment s'emparer d'une collectivité comme d'un individu. Il s'agit d'entrer un peu en soi-même, de regarder autour de soi et de jeter un regard sur l'histoire pour s'en rendre compte sans qu'il soit besoin d'en faire longuement la preuve. Si l'on n'y prend garde, l'instinct de domination s'introduit subtilement dans les gestes apparemment les plus désintéressés et les plus altruistes. Pensons à certaines formes d'aide aux pays en voie de développement.

Raymond Bloy observe avec justesse que "nous trouvons toujours la violence à l'origine, dans le développement et au terme de toute condition humaine" (Dans *Violence humaine violence libératrice?*, p. 252).

. . . au coeur de la condition humaine

Depuis l'éveil de sa conscience l'homme s'est toujours interrogé sur l'origine et la signification de la violence inhérente à sa condition. Les mythes tragiques anciens en reportaient l'origine aux dieux eux-mêmes, soit à un ou plusieurs d'entre eux, soit à une fonction divine, la Némésis (colère), plus ou moins hypostasiée. La pensée judéo-chrétienne qui conçoit Dieu d'abord comme *amour* attribue le mal de la violence principalement au péché de l'homme. Nous retrouvons cette interprétation à plusieurs reprises dans la Bible: là où règne le péché il n'y a que rivalités, colère, débauche, dispute, rancune, sectarisme, jalousie et meurtre. Au contraire, là où règne l'esprit (de sainteté du Christ), il y a charité, joie, paix, bienveillance, bonté, grandeur d'âme, douceur, fidélité (s. Paul, Galates 5:18-24). Selon la tradition prophétique d'Isaïe, le Messie devait apporter la justice et la paix sur la terre, réconcilier les hommes entre eux en enlevant d'abord leur péché, cause principale de mésestimation et de guerre entre les individus, les groupes et les nations. Il s'agit de changer le coeur des hommes et la violence disparaîtra de la surface du globe.

Ferment de libération

Plusieurs penseurs chrétiens sont portés à tirer de là ainsi que de l'attitude non violente du Christ ("Celui qui se servira de l'épée, périra par l'épée") une théologie de la non-violence. Par contre, d'autres penseurs chrétiens aujourd'hui tentent d'élaborer une théologie de la révolution, voire même de la violence. Et il ne manque pas de textes dans l'Écriture et la tradition théologique de l'Église pour appuyer leur démarche. Ils retrouvent, en particulier dans la composante temporelle de l'espérance chrétienne (trop longtemps tronquée par le dualisme d'origine platonicienne et réduite à l'Au-delà), un ferment révolutionnaire de transformation du monde, d'aménagement de la demeure humaine. L'eschatologique risque de devenir une évasion pour le chrétien s'il n'est pas perçu aussi comme un dynamisme inséré au

coeur de l'homme et de son histoire, comme une tâche à assumer.

Péché originel et finitude humaine

Sans prétendre trancher un débat fort utile et qui doit se continuer, nous voudrions cependant soumettre aux lecteurs certains éléments de réflexion.

L'explication de l'origine de la violence dans l'humanité par le péché de l'homme comporte une large part de vérité; elle n'est pourtant pas exhaustive. Disons d'abord qu'on ne peut plus tenir aujourd'hui, selon une conception fixiste, que l'homme a été créé dans un état de perfection paradisiaque dont il serait déchu au point que sa nature en soit bouleversée de fond en comble. Malgré les obscurités qui entourent encore les origines de l'homme, il semble bien au contraire que l'itinéraire humain est une longue et pénible émergence de la conscience dont les étapes demeurent encore assez mal connues. Il ne faut donc pas attribuer au péché, soit originel soit actuel, ce qui relève de la finitude humaine. Celle-ci explique une foule de nos comportements, dont la violence.

Violence et non-violence

Mais ce qu'il y a de merveilleux chez l'homme c'est sa capacité de surmonter ses limites, d'acquérir une maîtrise de ses instincts et de développer un amour désintéressé allant jusqu'au don total de soi pour les autres. Il est incontestable que l'épanouissement humain se situe au-delà de la souffrance et de la violence subie ou exercée. C'est dans l'amour, la fraternité et la paix que les individus comme les collectivités trouvent leur accomplissement et leur bonheur. La violence meurtrière surtout paraît incompatible avec l'idéal de paix et de fraternité qui nourrit l'espérance des hommes, qu'ils soient chrétiens ou pas. "L'homme est né, affirme-t-on de plus en plus aujourd'hui, le jour où il a édicté ce précepte: tu ne tueras point". C'est pourquoi des prophètes de l'idéal humain, tels Jésus, Gandhi, Martin Luther King, ont préféré la voie de la non-violence. Ce témoignage en faveur de la justice et de la fraternité au prix même de sa vie demeure indispensable à l'humanité qui risque toujours de sombrer dans une violence de plus en plus destructive dont les visées ne sont pas toujours humanitaires. C'est un rappel nécessaire que la violence meurtrière est un mal profond que l'humanité doit travailler à éliminer et qu'on ne peut le faire sans renoncement de la part des individus.

Vers un dépassement de la violence

Mais peut-on proposer le choix de la non-violence comme une norme morale à laquelle tous les chrétiens du moins devraient se soumettre? Nous ne le pensons pas. Il faut tenir compte des charismes individuels et des situations particulières que les chrétiens partagent avec tous leurs compagnons de route. Nous n'avons pas plus le droit de renier Jeanne d'Arc et Camillo Torrès que Gandhi et Martin Luther King.

Nous faisons partie d'une humanité en marche vers la fraternité parousiaque ou celle du "Grand Soir"; mais nous sommes encore loin du terme, semble-t-il. Avons-nous beaucoup dépassé, dans l'aménagement des relations internationales, la loi du Talion (oeil pour oeil, dent pour dent) et la formule de César:

si vis pacem para bellum (si tu veux la paix prépare la guerre)? Nous connaissons pourtant cette autre loi du pardon évangélique, de l'amour des ennemis. Et une nouvelle formule est en train de naître, qui renverse celle de César et qu'on pourrait énoncer ainsi: *si tu veux éviter la guerre, construis la paix en instaurant la justice et la fraternité entre les hommes et les pays.*

Technique parfois nécessaire

Il faut pourtant faire entendre de nouveau la voix du réalisme. Les grands discours et les pressants appels au partage, à l'équité et au service des autres ne convertiront pas les nantis, les privilégiés, les potentats de la finance, les castes dirigeantes et les exploiters de toutes sortes. Contre l'injustice établie et maintenue par la force, comme en certains pays de l'Amérique latine par exemple, existe-t-il d'autres moyens efficaces que la révolution et sa part inévitable de violence? L'utilisation de la force devient alors une technique d'action nécessaire qui relève de la prudence politique. On la jugera du point de vue de l'efficacité dans telle ou telle situation donnée, compte tenu de tous les dangers qu'elle comporte. Surtout on se rappellera sans cesse que la violence ne peut être qu'une étape et qu'elle est finalisée par l'établissement d'un ordre social juste où tous les citoyens puissent trouver la dignité et la possibilité d'épanouissement. Tout bon révolutionnaire vise une terre où les hommes entretiennent des rapports pleinement humains. Ces réflexions peuvent-elles jeter de la lumière sur la situation québécoise?

Dans notre milieu, la violence a pris une nouvelle forme en entrant dans une phase plus aiguë: le terrorisme. Que cela plaise ou non, les bombes, ça existe et cela traduit une insurrection contre le pouvoir établi. Pour que l'on en soit arrivé à des explosions en chaîne, il fallait bien que la situation ne soit pas tout à fait normale. Le terrorisme ne sort pas de nulle part. Cette accélération de la violence est causée par une insatisfaction ressentie en profondeur.

Un type de violence tel que le terrorisme a certes des effets traumatisants, mais cette violence en soi n'est pas plus condamnable que d'autres formes de violence. De tout temps le terrorisme, la guérilla ont été des moyens de libérer les peuples. Dans d'autres pays, des rébellions, des insurrections ont provoqué des changements et amené, en bien des cas, des progrès indéniables. Qu'il suffise de citer les libertés démocratiques obtenues par la révolution américaine et 1789. La révolution de 1917 elle-même a eu aussi des conséquences qui ne sont pas toutes négatives. Et que dire des guerres de décolonisation qui ont affranchi une trentaine de nations depuis 1945?

Nègres blancs

A la source des bombes il faut donc reconnaître en toute honnêteté un état de mécontentement qui n'est pas superficiel. Le plaidoyer du procureur de Geoffroy n'est pas seulement une pièce d'éloquence circonstancielle; c'est aussi une amorce d'analyse de notre situation de dépendance. Ce texte se situe très exactement dans le prolongement d'un livre comme *LES NEGRES BLANCS D'AMERIQUE*, de Pierre Vallières.

La violence terroriste pose des problèmes angoissants et un lourd défi à relever; autrement que par des opérations "crime check"! C'est la guerre civile

en germe, le début de l'insurrection armée. On peut se demander si le terrorisme peut être vraiment un moyen efficace dans la conjoncture actuelle du Québec. A cette question notons tout de suite qu'il serait trop facile de répondre par un "non" catégorique. Aurions-nous eu la Commission Laurendeau-Dunton et l'actuel processus de revision constitutionnelle sans le FLQ? Proposerait-on, sinon comme idéal, tout au moins comme slogan électoral une "société juste", si nous vivions dans le meilleur des mondes? Qu'est-ce qui a effectivement révélé le Québec aux anglophones sinon les bombes? Depuis le FLQ on a commencé de prendre vraiment conscience de l'existence du fait français et les bombes ont plus fait que tous les congrès de langue française. Il est donc impossible de prononcer un "non" catégorique. Par ailleurs, il serait trop simple également de voir là l'unique voie de solution. Une escalade déraisonnable dans l'utilisation des explosifs plutôt que de conduire à une libération authentique n'aurait-elle pas pour effet d'engendrer une répression policière capable de confisquer la liberté démocratique? A supposer même que le terrorisme réussirait par impossible à renverser le régime, n'aboutirait-on pas fatalement à la dictature? Entre la dictature et la démocratie la conciliation est impossible. Les termes sont contradictoires.

Puisque l'on cherche en fin de compte un humanisme, il faut s'orienter vers d'autres chemins et il est bien sûr qu'aucun progrès réel et viable ne saurait être concevable sans éducation.

Violence et efficacité

Au simple plan de l'efficacité si les bombes meurtrières sont finalement inefficaces, il en va peut-être différemment des bombes symboliques qui se limitent strictement à la destruction matérielle de monuments ou d'édifices symboliques de la dépendance et du système. A titre de rappel, tout au moins, quand les réformes se font désespérément attendre, on peut être amené à ce genre de terrorisme. Ces destructions ne sont pas plus coûteuses économiquement que les grèves ou les occupations qui sont devenus des moyens courants de dernier recours quand il s'agit d'obtenir la justice pour les ouvriers: de meilleurs salaires et des conditions de travail plus humaines.

Une propagande ne cesse - par une sorte de contre-terrorisme intellectuel - d'insinuer que le terrorisme provoque une baisse catastrophique des investissements. Pourtant on sait fort bien que la thèse est spécieuse. Un financier américain en haut poste de responsabilité s'informait récemment de la situation chez nous auprès d'un Québécois en voyage aux Etats-Unis. L'homme d'affaires ignorait tout de la dernière vague de bombes et en apprenant ces désordres il eut cette simple remarque: "J'ignorais que vous connaissiez ces secousses mais cela n'a rien d'étonnant et de singulier sur un continent où la contestation fait partie de la vie quotidienne". A l'hypothétique chute des investissements que pourraient provoquer les bombes, il eut cette remarque: "Vous faites partie du système de défense nord-américain, et l'on ne peut se passer de vous. Y eut-il quinze morts par jour chez vous que l'on continuerait à investir au Québec!"

Un projet viable

Mais essayons de discerner quel projet pourrait être viable pour le Québec. Il ne suffira pas de réfor-

mettes. Il ne faut pas faire l'autruche et minimiser l'importance du mouvement insurrectionnel ni douter de la volonté d'un changement radical, sous prétexte que les actes de violences sont le fait d'une minorité. Que diable peut-on parler de minorité avec des manifestations qui atteignent l'ampleur de celle de McGill? On sait fort bien que toutes les révolutions ont été faites par des minorités. Il serait trop facile de se rassurer à si bon compte.

Comme moyen de redresser la situation, il faut écarter à tout prix la répression policière. Si perfectionnée soit-elle, qu'elle s'exerce par des limogeages, des opérations d'épuration ou par la dénonciation de ceux qui sont soupçonnés de subversion, une telle pratique ne peut qu'irriter et jeter de l'huile sur le brasier. Chose certaine, les Vallières, les Gagnon, les Geoffroy qui sont en prison deviennent des symboles. Ils sont peut-être plus puissants dans leurs cellules que dans la clandestinité. Gare aux illusions!

le Québec libre à édifier

Positivement ce que réclame le Québec c'est bâtir lui-même son avenir par des moyens démocratiques. Nous ne sommes ni le Congo, ni Cuba. C'est la conquête de son autonomie, de sa liberté et de sa personnalité collective qui intéresse le Québécois. Cette volonté d'épanouissement implique le développement

de la culture, une maîtrise raisonnable de l'économie et tous les leviers politiques nécessaires à l'affirmation collective et à la détermination du genre de vie de son choix. L'humanisme n'est pas un schéma abstrait, c'est un idéal que l'on poursuit à travers des situations particulières vécues et très concrètes. C'est seulement après avoir atteint sa pleine stature, sa maturité que l'on est en mesure d'engager un dialogue fructueux avec l'autre, des relations d'égal à égal, bref un dialogue d'adulte. On ne dialogue pas quand on est aux prises avec des complexes de culpabilité ou d'infériorité, quand on est tourmenté.

Le défi est difficile à relever et il exige de la rigueur. Ce qui est une voie de facilité ce serait de continuer à replâtrer le fouillis actuel qui nous maintient dans une dépendance aliénante parce que essentiellement non-créatrice. Un Québec amadoué et gâté par Ottawa pour le retenir en son sein ressemblerait à cet impubère mal élevé et entretenu par un père exagérément complaisant et qui en réalité rend le plus mauvais service à son fils en le tenant en laisse, même si c'est dans une Cadillac! Qu'est-ce qui est plus aliénant au bout du compte que la peur, sinon la peur de l'effort? Le monde appartient non pas aux soumis, aux esclaves, mais à ceux qui se font violence. La liberté ça se prend et ça se mérite.

V. HARVEY O.P. et P. SAUCIER

mensuelles



SERVICE DE LA VÉRITÉ DES PAUVRES

FERNAND DUMONT

Je suis rentré tantôt de l'office pascal. Il a neigé tout le jour. Que sont devenus les samedis saints ensoleillés de notre enfance? Il a dû neiger souvent aussi en ces années-là, mais nous ne nous souvenons que du soleil. Avec moi, mes aînés, Marie et François, ont dissimulé un peu partout les oeufs de sucre

que les petits vont ramasser demain matin. Véronique, Hélène, Geneviève ne savent pas encore que ces coutumes nous viennent du plus lointain des âges, rites anciens de la fécondité et de l'éternelle joie des hommes à l'annonce du printemps. Mémoire de l'humanité qui nous émeut à travers nos

enfants. A travers notre propre enfance aussi, celle qui supplie toujours au fond de l'homme qui vieillit. Vous vous rappelez l'eau de Pâques qu'on allait puiser, au lever du soleil, dans le ruisseau encore à moitié gelé?

Pâques: promesse et appel

Nous voici cheminant, à

notre âge, à côté d'une autre foi. Plus sévère, à l'image de nos quarante ans. Pourtant, dans l'office de tout à l'heure, elle empruntait le vieux langage du sacré. Celui de la lumière, du feu, de l'eau, du pain, du sang. . . Mais nos enfances ont été portées, avec les années, au point où il faut affronter en face la nostalgie et la promesse des vieux symboles. Aux débouchés de notre jeunesse qui s'attarde, il y a ce Dieu mort dont nous faisons mémoire et qui ramène à lui le monde et les chemins épars de nos souvenirs, de nos signes.

Je me dis que peut-être le vieillissement et l'agonie des symboles trouvent ici leur avenir. Les enfants dorment, le silence ressemble à la sourde passion de la quarantaine. Les questions se durcissent. Un Dieu mort et ressuscité: voilà le dernier défi, la certitude forcée de se circonscrire. Comme les Noël sont loin . . . Nuit de Pâques, nuit de la dernière ferveur. Il ne reste plus que les chemins têtus.

Ce ne sont pas seulement les linges qui l'enveloppaient que le Seigneur a rejeté au matin de Pâques: ce sont aussi les suaires du sacré, les bandelettes des vieux symboles. Il est nu comme l'Esprit. Ainsi nous dépouille la vie quotidienne. Mais voici que nous vient une autre joie. Plus grave, plus déchirée et plus paisible à la fois. Ne serait-ce point la grâce de notre âge, celle qui succède péniblement à la première naïveté en la portant plus avant vers des accomplissements qu'elle n'osait s'avouer?

En une nuit comme celle-ci, comme on voudrait, pour une fois, saisir en ce qu'il a de décisif, l'appel du Seigneur. Serait-ce sa Résurrection? Oui, en un sens: que deviendrions-nous sans cet Événement, sans cette promesse qui dépasse toutes les doctrines? C'est à cette promesse que, cette nuit, les croyants que nous sommes s'abandonnent sans la moindre culpabilité. Ressuscités avec lui, ce n'est pas l'heure de songer à nos indignités. Il reste tous les autres jours de l'année pour éprouver des remords. Mais cette promesse doit être un appel. A quarante ans, on ne voue sa foi entière qu'aux espoirs

qui sont proportionnés à des tâches.

Lire le message de Jésus dans sa brutalité

"Ayant achevé tous ces discours, écrit saint Matthieu, Jésus dit à ses disciples: "La Pâque, vous le savez, tombe dans deux jours, et le Fils de l'homme va être livré pour être crucifié" (26, 1-2). Dans son Evangile, Matthieu a placé ce passage juste après la description du jugement dernier, de ce jour où "le Fils de l'homme viendra dans sa gloire". Les émotions, les sensibleries des images sacrées sont vite effacées. Le cérémonial imaginé par le Christ est plus bref qu'un rite universitaire ou que l'intronisation solennelle d'un curé de paroisse: "Venez les bénis de mon Père, recevez en héritage le Royaume qui vous a été préparé depuis les origines du monde. Car j'ai eu faim et vous m'avez donné à manger; j'ai eu soif et vous m'avez donné à boire, j'étais un étranger et vous m'avez accueilli, nu et vous m'avez vêtu, malade et vous m'avez visité, prisonnier et vous êtes venu me voir" (25, 34-36).

Dans le témoignage de Matthieu, Dieu s'identifie avec notre prochain, et avec le plus démun. Est-ce là simplement une *image*, une autre de ces allégories pieuses auxquelles nous ramenons si souvent le texte des Evangiles? Nous sommes fort habiles à diluer ainsi la lettre du message, à transposer les terribles invites du Seigneur en de pâles confirmations de ce que nous croyions déjà savoir dans la spontanéité de nos impulsions égoïstes. Un peu d'imagination suffit, par exemple, pour se dire que la dénonciation des richesses par Jésus invite à un détachement "spirituel"; du même coup, on a le délicieux sentiment d'avoir une âme et de garder intact son compte en banque.

Du témoignage de Matthieu, il est bien des façons d'émousser la portée. Je peux "faire la charité" en marge de mon métier: celui-ci conservera son autonomie quant à ses critères, ses fins, sa rémunération. Je

peux aussi ordonner mon travail au prochain mais d'une manière tout abstraite, en suivant la ligne de ces *spiritualités des intentions générales* qui rassurent la bonne conscience et ne troublent pas la vie quotidienne. Tel n'est pas, sans aucun doute, le sens obvie du texte évangélique. Il parle de faim, de soif, de dénuement, de liberté. Il n'y a pas de raison de croire que c'est là un langage à l'usage des simples et des naïfs incapables de comprendre des concepts plus abstraits. Il faut réapprendre à lire le message de Jésus dans sa brutalité. Pour le passage qui nous occupe, il n'est pas d'autre sens premier que le rappel impérieux à la quotidienneté du service d'autrui comme à la fin première de nos actes.

Les difficultés de la juste recherche.

Pour celui qui fait métier d'intellectuel, cette brutalité est particulièrement troublante. Que nos réflexions qui se veulent subtiles et nos tourments face à la page blanche paraissent loin de la faim, de la soif, du dénuement des pauvres! . . . La vérité est-elle un besoin élémentaire comme le pain et le gîte? D'ailleurs, dans notre métier, nous ne connaissons que des vérités fluentes et provisoires. Il est déjà si difficile de distinguer, à chaque instant, à chaque détour de la réflexion et de la phrase, ce qui est la passion de la juste recherche et la tentation de faire place à sa vérité personnelle. Il y a aussi les rites du métier qui font passer l'enchantement de dire avant le souci de ceux qui ne peuvent parler, l'alibi d'une culture qui semble être un Royaume en soi d'où le pauvre est exclu par convention. Par précaution aussi.

En tout cas, il est des "vérités" qui font oeuvre de dominations. Nos vérités d'intellectuels ne sont pas pures, fussent-elles strictement fidèles aux critères méthodologiques les plus stricts. La science économique du XVIIIe et du XIXe siècles a manifesté un rare souci de rigueur technique; elle n'en a pas moins servi à opprimer les pauvres. Les pouvoirs et les

égoïsmes y auraient suffi sans doute; mais la science aura permis aux riches de s'abriter, par surcroît, du manteau de la Raison. Ouvrez un manuel courant de sociologie industrielle: derrière les "variables" et les statistiques, derrière l'ordonnement apparemment tout académique des chapitres, vous apercevrez dans le poids des questions traitées, dans le privilège accordé au "rendement", dans le choix même des principes d'explication, que quelque chose d'autre a joué que la raison pure. Vous vous direz que les commanditaires des recherches résumées dans le manuel y sont peut-être pour quelque chose; non pas nécessairement parce qu'ils ont exigé que l'on fasse de la propagande mais parce que les questions qu'ils ont posées aux chercheurs sont *leurs questions*. Les pauvres ne contribuent pas aux frais des institutions de recherche.

Solidaires de ceux qui sont privés de pain et de culture

Il faut donc admettre que la vérité ne trouve pas seulement sa voie dans le ciel de la logique. Ce que l'on cherche n'est pas dissociable de ceux au nom de qui on cherche. La vérité ne se juge pas seulement par la méthode qui y mène mais aussi par les appartenances et les solidarités de celui qui la poursuit. La vérité est la montée vers l'universel abstrait de la Raison, c'est entendu. Mais c'est aussi l'universalisation progressive de la situation et des enracinements singuliers de celui qui s'y voue et de ceux à qui elle est destinée.

Qu'on le veuille ou non, la vérité est un service. Service des puissants, des repus; ou service des pauvres, de ceux qui ont faim de pain et de paroles. Penser, écrire, ce n'est pas nécessairement se restreindre aux problèmes de développement économique ou d'aménagements de logements salubres. Ce serait fabriquer de la vérité à l'usage des pauvres et abandonner les plus hautes interrogations de l'homme aux loisirs des riches. C'est alors qu'il faut relire à l'envers, pour ainsi dire, le texte de Matthieu. S'il est vrai que le

pain, l'eau, la liberté donnés aux pauvres sont donnés au Christ, il sont ainsi davantage que les surplus de nos greniers. Ils deviendraient alors une nourriture, une liberté, une vérité mesquines. Ailleurs, dans les Evangiles, le Christ dit qu'il est la vérité. Il est le pauvre, il est le vrai. La vérité est une personne. En Jésus, l'identification est complète, alors que nous, ses disciples, nous ne pouvons que parler de la vérité; et encore est-elle barbouillée d'erreurs et d'injustices. Mais par nos solidarités avec ceux qui sont privés de pain et de culture, peut-être est-il possible de rejoindre Celui qui a voulu nous élever jusqu'à lui. La vérité dernière, ce sont les hommes.

Pour une science "combattante"

En secret, dans les jours sombres de l'occupation, se cachant des polices et des pouvoirs, Emmanuel Mounier n'en écrivit pas moins un volumineux et rigoureux traité d'anthropologie. Il avait éprouvé le profond besoin de dire au liminaire de son livre: "Personne ne traite objectivement de l'homme. Mais comme il est coutumier de déguiser son parti-pris sous un vêtement scientifique, nous préférons déclarer à visage ouvert que notre science, pour être une science honnête, n'en est pas moins une science combattante." En des jours apparemment plus paisibles, où le pauvre, la justice et la liberté sont opprimés sans que l'histoire l'enregistre, il n'est pas d'autre justification dernière de nos recherches et de nos écritures.

Pourquoi se laisser aller ainsi à des confessions? Il faut dire que la nuit s'y prête et le métier aussi. Et puis, après tout, la certitude de Pâques atteint chacun au creux de sa tâche. Demain, tâche et certitude se trouveront à nouveau séparées. Peut-être est-ce le sens permanent de la joie qui nous saisit aujourd'hui que de pouvoir se déverser dans les devoirs incertains des jours à venir.

Fernand DUMONT

LECTURES

Marc Oraison: Tête dure, Le Seuil, 1969.

On sait l'importance de l'œuvre de l'abbé Oraison dans le renouveau des idées et de la pratique chrétiennes. Les laïcs étaient si peu importants dans les arcanes du pouvoir ecclésiastique qu'il aura fallu ce PRETRE (et d'autres) pour redéfinir le statut de la sexualité... Il est vrai que ce prêtre a d'abord été chirurgien, urologue par surcroît. Dans ce livre, il esquisse ses "mémoires". Il a rédigé un peu à la diable, avec un mouvement et une allégresse qui sont fort sympathiques. Que voilà un chrétien occupé, lucide, drôle et en santé. Si vous êtes un réformateur angoissé ou un persécuté ennuyé, lisez.

A la recherche d'une théologie de la violence, Ed. du Cerf, 1968.

Recueil de textes sur un problème dont il n'est pas nécessaire de dire l'actualité. Les dimensions bibliques, psychanalytiques, sociologiques sont tour à tour évoquées. Le marxisme et la foi chrétienne sont cités à la barre. Sur la guerre et la violence, M. Dabiez propose des réflexions qui débordent infiniment, et heureusement, le titre de son étude. Ce petit livre se donne comme un préalable à des réflexions proprement théologiques; cette répartition en deux temps est, de soi, un heureux défi aux tentatives des systématiques chrétiennes.

Pierre Grelot: Réflexions sur le problème du péché originel, Casterman, 1968.

M. Grelot a réuni dans ce mince volume des articles d'abord parus dans la *Nouvelle revue théologique*. Je le signale sans plus tarder, même si j'espère y revenir dans un plus ample article où je voudrais le confronter avec d'autres. Je ne connais pas, pour l'instant, de meilleure situation de cette très difficile question et qui soit plus accessible à un lecteur à la fois non-spécialiste et très exigeant.

Fernand DUMONT

Longtemps, j'ai été un PRÊTRE PAÏEN

UN TEXTE DE

Louis EVELY

Il y a seulement quelques années, beaucoup de bons livres et d'articles s'efforçaient de définir la place du laïc dans l'Eglise. Et un évêque bien intentionné choisissait ce titre frappant: "Les laïcs, aussi, sont d'Eglise", comme si un général écrivait: "Les soldats, malgré tout, font partie de l'armée".

Mais aujourd'hui, le problème n'est plus là. Les laïcs, théoriquement au moins, sont partout à leur place dans l'Eglise et dans le monde. Ce qu'il faudrait s'attacher à découvrir, c'est la place du prêtre dans l'Eglise, et s'il en a encore une.

UNE EGLISE TOTALEMENT CLERICALISEE

Cette situation est la réaction naturelle à un abus. L'Eglise a été totalement cléricalisée, c'est-à-dire que quelques-uns se sont accaparé ce qui appartenait à tous: sacerdoce commun des fidèles, responsabilité de tous dans les affaires d'Eglise, théologie, exégèse, liturgie, prophétie. Le clergé s'est constitué en une classe séparée, se recrutant par cooptation au lieu d'élection, s'arrogeant toute autorité et toute dignité. Ce cléricanisme a déchristianisé l'Eglise en prolétarisant les

fidèles; ceux-ci, dépouillés de leurs droits, de leur liberté, de la fierté de leur vocation, se sont assoupis dans un organisme qui se gérât et fonctionnait sans eux.

Notre Eglise s'est calquée sur la société impériale et féodale et n'a pas encore opéré sa révolution démocratique. Non que l'Eglise soit une démocratie, pas plus qu'une monarchie ou un empire. Elle a un statut original qui lui vient du Christ, mais qui s'est réalisé concrètement par des emprunts aux formes des sociétés où elle s'est propagée. Si elle empruntait aujourd'hui à nos Etats modernes les élections, la représentation populaire, le droit pour le peuple de contrôler et voter le budget, rien ne serait perdu de sa constitution divine.

Bien au contraire, nous retrouverions des traditions très anciennes de l'Eglise primitive où le peuple était consulté, les dignitaires élus, les femmes diaconesses ou prophétesses, et les fidèles responsables.

Car, si les prêtres sont au service des fidèles, ceux-ci ne sont-ils pas les mieux placés pour juger du service qui leur est rendu? N'est-il pas un peu naïf de croire que la capacité suit toujours la désignation par l'autorité? Ne serait-il pas plus

logique que la désignation suive la constatation publique de la capacité?

Et comme celle-ci n'est pas nécessairement permanente, pourquoi faut-il que la fonction le soit? Quel est le domestique qui s'arrogerait la propriété de son emploi? Le clergé se dit au service du peuple de Dieu. De quel droit conserverait-il ses fonctions à partir du moment où, de l'aveu général, il est incapable de bien les remplir?

Des barrières à abattre

Il y a une série de barrières à abattre entre le clergé et le laïcat pour réaliser l'unité du peuple de Dieu, un échange vivifiant de l'un à l'autre et la disparition de cette "caste" sacerdotale dont le Christ n'a jamais voulu faire partie, qui l'a persécuté, et que nous avons fidèlement reconstituée.

La barrière du temps

D'abord, la barrière du temps: les fonctions ecclésiastiques doivent devenir temporaires, comme le sont les capacités qui y correspondent. On sera prêtre ou évêque pour trois, cinq ou dix ans, après lesquels on pourra être réélu ou rendu à la vie commune. On n'est pas "prêtre pour l'éternité", comme on le répète à tort: au ciel, il n'y aura ni prêtres, ni évêques, ni sacrements. On devient prêtre pour rendre certains services à la communauté, et celle-ci a le droit

de déterminer le temps et les modes d'exercice des fonctions qu'elle attribue.

La barrière du travail

Ensuite la barrière du travail: non pas des "prêtres-ouvriers", mais des travailleurs prêtres, des ouvriers, artisans, employés, professeurs, des gens "normaux" qui seront prêtres à quart de temps, à dixième de temps. Les prêtres à plein temps d'aujourd'hui sont comme les rentiers du dix-neuvième siècle: des gens qui ont des loisirs pour s'occuper de bonnes oeuvres. Il est temps qu'on cesse de considérer le travail comme une disqualification; le sacré ne consiste pas à être chômeur.

La barrière du mariage

Barrière du mariage: il faut ordonner prêtres des gens mariés. C'est une nécessité évidente partout, mais particulièrement en Afrique, en Amérique latine. L'Eglise commet une faute grave en refusant, pour conserver son droit canon (le célibat des prêtres et évêques n'a pas été institué par le Christ), l'exercice par ses fidèles d'un droit divin: recevoir les sacrements. Le célibat est une vocation et non une obligation. La vocation sacerdotale existe chez beaucoup indépendamment de la vocation "religieuse". Et beaucoup de "moines" ne sont pas faits pour être prêtres. Le sacrement de mariage ne confère aucune indignité au sacerdoce. Il est ridicule d'admettre des diacres mariés, mais de faire de leur mariage un empêchement à leur sacerdoce complet.

Beaucoup de fonctions dans l'Eglise seraient mieux remplies par des pères de famille équilibrés que par de jeunes prêtres célibataires. Et il y aura probablement plus de vocations de prêtres célibataires quand ils seront sûrs de trouver un apostolat à leur taille, au lieu de devenir des professeurs, des solitaires, ou des administrateurs, même de sacrements!

La barrière du sexe

Et enfin la barrière du sexe! Dans le Christ, il n'y a ni homme, ni femme, tous deux sont égaux et appelés. Si le sacerdoce est une "paternité" (parenthood) spirituelle, la femme en est plus capable que l'homme, car elle est davantage mère qu'il n'est père. Le Christ n'a pas ordonné de femme? C'était impossible de son temps, et il a fallu précisément des siècles d'évolution chrétienne pour libérer assez la femme, et sortir l'homme de sa suffisance et de son despotisme. Parce que le Christ était homme? Alors dites tout de suite qu'une moitié de l'humanité a été inégalement rachetée!

Non, un clergé exclusivement masculin est évidemment une grave faiblesse dans l'Eglise; celle-ci a besoin de femmes-prêtres qui inventeront leur façon à elles de remplir ce ministère.

Et alors, quand tout chrétien, marié, célibataire, homme, femme, travailleur, pensionné, se posera la question: ne dois-je pas être prêtre, ne dois-je pas me mettre à la disposition de mon Eglise, alors, pour la première fois depuis très longtemps, on pourra être tout ensemble pleinement humain et pleinement d'Eglise!

Et devant l'abondance merveilleuse des vocations, on comprendra la culpabilité de ceux qui les repoussaient, en déplorant leur absence!

DU SACERDOCE "CULTUEL"...

Mais il faut aller plus profond. La régénération du clergé ne se réalisera pas seulement par le travail, le mariage, l'élection, l'accession (pourvu que ce ne soit pas l'invasion) des femmes à la prêtrise.

La vraie cause du désarroi des prêtres, c'est qu'ils ne savent plus au juste quelle est leur tâche.

L'éducation cléricale produisait un prêtre "cultuel"

un prêtre païen. Or le monde actuel se détache de plus en plus du culte et de ses fonctionnaires. Il n'y a plus place, aujourd'hui, que pour des prêtres chrétiens.

Expliquons-nous!

Le prêtre païen se consacre à assurer les relations entre les hommes et Dieu, entre un monde d'en-haut, sacré, seul réel et durable, et le monde d'en-bas, profane, triste, fugitif, où nous sommes en transit. Il tâche de faire passer un peu de sacré dans le profane de cette vie, et le plus possible d'hommes dans l'autre.

L'homme moderne conteste violemment la réalité de cette dichotomie et la nécessité de cette médiation, de cette négociation perpétuelle entre deux mondes.

Pour lui, pour nous, le monde n'est pas divisé. Il n'y a qu'un monde. Il n'existe pas d'au-delà du monde. Dieu est entré dans ce monde et il n'en est pas sorti. Il n'y a qu'un sacré, et il est enfoui dans la réalité d'apparence profane où il faut le découvrir.

L'Eglise, le prêtre, ne sont chargés que de cette "révélation".

... AU SACERDOCE PROPHETIQUE

Le prêtre chrétien est prophète du sens: il annonce cette Bonne Nouvelle que chacun de nos actes peut prendre une valeur absolue, chacun de nos moments peut être éternisé, chacun de nous est infiniment plus vaste et plus important qu'il ne le pense, et que l'humanité est appelée à faire de cette terre un lieu où la justice habite et où on s'aime les uns les autres.

L'originalité du sacerdoce chrétien est là: le vrai culte à rendre à Dieu est d'annoncer l'Evangile. S. Paul dit que sa mission n'est pas de baptiser, mais "je sers Dieu de toute mon âme en prêchant l'Evangile de son Fils" (Rom I, 9) "Ce n'est pas pour baptiser que le Christ m'a

envoyé, mais pour annoncer l'Evangile" (I Cor I, 17) "chargé du service sacré de l'Evangile de Dieu pour que l'oblation des Gentils, sanctifiés par l'Esprit Saint, lui soit agréable" (Rom 15-16). Quel prêtre actuel peut dire cela?

Le prêtre païen est propriétaire du sacré; sans lui, impossible de plaire à Dieu, d'atteindre Dieu, d'obtenir pardon de nos fautes.

Mais le prêtre chrétien est révélation que nous avons tous accès auprès de Dieu, communication libre, aisée, directe, que nous sommes tous également ses fils et sa famille, et que nous n'avons pas besoin d'intermédiaire pour nous approcher de lui.

PORTEURS DE "MAUVAISE NOUVELLE"?

Il est triste de penser que les prêtres sont devenus porteurs de "mauvaise nouvelle", qu'ils ont exclu les fidèles de ce qui leur revenait de meilleur, parce qu'ils l'avaient accaparé. Il est triste aujourd'hui de voir le prêtre, à son tour, isolé et exclu de ce monde qui s'en va loin de lui, sans lui, parce qu'il a été infidèle au témoignage qu'il devait rendre!...

Autant le prêtre à l'ancienne mode tombe à plat dans un monde sécularisé, autant le prêtre chrétien se sent à l'aise dans cet univers pour lequel les hommes se passionnent ou dont ils désespèrent, et sur lequel il leur apporte une révélation pleine d'espérance.

Hélas, il faut constater que, malgré des années de formation ecclésiastique, de prière et de sacrements, quand on enlève un prêtre "classique" à son sacerdoce cultuel, il n'a pas de Bonne Nouvelle à annoncer au monde. Une fois sortis de leur chaire, de leur confessionnal, une fois descendus de leur "podium", une fois devenus des hommes comme les autres, ils n'ont plus rien à dire. Ils n'ont pas reçu de Bonne Nouvelle, et ils n'en ont donc pas à transmettre.

... OU ARTISAN DE LIBERATION?

Le prêtre chrétien est fondateur et animateur de petites communautés avec lesquelles il vit, travaille et lutte pour leur libération et celle de leurs frères. Ses eucharisties célèbrent des victoires. "Quand tu auras libéré mon peuple, alors tu viendras m'offrir un sacrifice sur la montagne!" Quelles sont nos messes qui célèbrent une libération?

Le prêtre de la Nouvelle Alliance est quelqu'un qui sait partager le pain et qui sait réconcilier les pécheurs, de telle façon qu'il y ait présence de l'Esprit d'amour et de joie dans ce partage et dans ce pardon.

Tous devraient s'y exercer, et on consacrerait celui qui y réussit.

Longtemps, j'ai été assez païen pour entendre la parole du Christ "les péchés seront remis à ceux à qui vous les remettrez, et ils seront retenus à ceux à qui vous les retiendrez", d'abord comme un pouvoir donné à l'Eglise. Un redoutable pouvoir de juger: "je remets? ... je ne remets pas?" Et j'ai mis des années à comprendre que c'est surtout une responsabilité: "prenez garde, tous ceux que vous aurez traités avec assez d'amour et de respect pour leur faire accepter leur pardon, pour qu'une réconciliation s'opère, pour qu'une fraternité se rétablisse, réjouissez-vous, c'est aussi à moi que vous les avez réunis. Mais ceux que vous aurez maltraités, rebutés, découragés, hélas, c'est aussi vis-à-vis de moi qu'ils resteront paralysés". Et chacun d'entre nous est responsable de ce pardon des péchés.

Et longtemps j'ai été assez païen pour comprendre les paroles du Christ: "qui vous écoute, m'écoute. Qui vous méprise, me méprise!", comme un droit à être écouté et comme une condamnation de ceux que je n'avais pas convaincus! Mais je sais, aujourd'hui, le sens vrai de cette parole et la nature exacte de la charge qu'elle impose: "Quand tu parles, Pierre, si tu as

assez de respect et d'amour pour ceux à qui tu t'adresses, si tu m'as écouté assez pour que ce soit moi qui parle à travers toi, c'est moi qu'ils écoutent en t'entendant. Mais tous ceux à qui tu ne seras pas parvenu à faire reconnaître et accepter ma Bonne Nouvelle de libération, ils resteront fermés, tristes, liés, esclaves. A cause de toi, ils ne m'auront pas entendu!"

VERS UNE RESPONSABILITE PARTAGEE PAR TOUS

Nous sommes tous responsables de propager cette parole et d'opérer ces libérations.

Nous sommes tous frères en cela, tous responsables d'églises, tous responsables de partages de pain et de partages de pardon.

Le prêtre chrétien est celui qui annonce cette bonne nouvelle de l'abolition des sacerdoces aristocratiques et des murs de séparation en réalisant des communautés où l'homme vit libre et aimant.

Comme on voudrait pouvoir crier à beaucoup de prêtres en difficulté que leur malaise ne vient pas seulement de leur faiblesse, comme ils sont tentés de le croire, mais de ce qu'on leur a imposé un fardeau qui n'est pas celui du Christ. Ils craignent de lui être infidèles, ils sont en danger de perdre leur foi en Dieu en perdant seulement confiance en leur manière païenne d'exercer leur sacerdoce. Ah, si on pouvait leur faire comprendre que le Christ les appelle au fond même de leur détresse, qu'ils se rapprochent de lui en rejetant ce qui les étouffe et qu'au moment même où ils s'angoissent de tout ce qu'ils sont en train de perdre, ils découvrent une ressemblance avec Lui qu'ils n'avaient jamais connue.

Cela, ce serait une Bonne Nouvelle pour eux et pour tous leurs frères chrétiens.

LOUIS EVELY

LETTRE

INQUIETS

AUX

Je vous écris comme si vous étiez tous des amis très chers en vous priant de répondre à ma lettre. Il paraît qu'on peut s'écrire, se parler; le monde moderne tolère encore cette extravagance, il nous laisse cette sublime liberté de vider son cœur dans l'oreille du prochain. Je suis un modeste citoyen qui a, à son crédit ou à son débit - comme vous voudrez -, quelques livres et une petite réputation, mais ce n'est pas à ce titre que je vous écris, car mes moyens sont aussi fragiles que mes certitudes. Je veux tout simplement vous dire ce que j'ai sur le cœur, même si c'est difficile; je suis encore jeune, encore éloigné de la trentaine, bien que la vie ait fait de moi un citoyen intégré à une cité ni juste ni libre, et mon devoir d'homme, d'écrivain, consiste à parler au moment opportun comme au moment inopportun, à prendre la parole, faute de prendre le pouvoir dont je ne saurais d'ailleurs que faire.

Une fois que j'ai payé ma cotisation au Parti Québécois, parce que pour moi, c'est le parti de la dignité, de la liberté et de l'avenir, je suis là à me demander que faire. Militer? Me lancer dans l'action? Je connais mes ressources et mes limites. J'ai une certaine connaissance des mots. C'est tout et c'est assez peut-être pour participer à la vaste entreprise de renouvellement dont un peuple comme le nôtre ne peut se dispenser s'il tient à survivre à ses contradictions. Un peuple autonome au sein d'un continent qui lui est, spirituellement et culturellement, étranger, quel défi!

Le parti Québécois s'est fortifié du suicide, puis de l'intégration des rinistes. C'était ce qu'on peut appeler un malheur nécessaire et heureux même. J'avais beau ne pas être un militant constant, j'étais attaché au RIN, j'étais sensible à son esprit fait d'intransigeance, de pureté, de dignité et d'audace; et c'est cet esprit que je regrette et que nous ne retrouverons sans doute jamais tel que nous l'avons connu. Je le regrette d'autant plus que le P.Q. est presque obligé d'être un parti modéré, avant à affronter le monstre électoral, et je ne suis pas un modéré; j'espère que je ne vivrai pas assez vieux pour le devenir, car on commence par se modérer, et l'on finit par se résigner, mais la résignation est, la plupart du temps, un vice de faibles.

Tout cela pour déclarer que je vous écris en mon nom propre, au nom de personne d'autre. En parlant, on fait parfois avancer les choses. Ensuite il reste à

leur pousser dans le dos. Les choses sont par nature paresseuses, elles ont besoin d'un coup de main. Le Québec, lui aussi, est paresseux et d'autant plus qu'il ne sait plus très bien où aller. Il y a des naïfs qui veulent avoir une patrie sans bouger le petit doigt, sans y mettre du leur, sans lui donner un peu de leur vie, comme si une patrie ne se nourrissait pas de l'amour de ses enfants. Nous avons beaucoup à faire avant que nos enfants naissent avec une patrie dans leur cœur. Pour le moment, nous leur transmettons nos propres contradictions nous engendrons des apatrides, futurs bilingues menacés d'assimilation, des êtres dénaturés, divisés, des infirmes, si vous préférez.

Il n'y a pas quatre façons pour un peuple de se tenir et de vivre: c'est debout sur ses jambes et la tête haute. On nous dit qu'en Amérique du nord, les choses étant ce qu'elles sont, il vaut mieux marcher ventre à terre et le nez dans sa crotte, ce qui profite à bien du monde, mais cette mauvaise posture finit par déformer l'échine et ternir le regard. Son avantage, c'est qu'on y perd le sens de sa dignité et qu'on oublie le sens de mots trop abstraits comme le sont, paraît-il, les mots de liberté et d'amour. Car on n'aime pas dans la honte de soi et le mépris; on peut cependant tout justifier, à commencer par sa propre humiliation, puis l'écrasement systématique d'un peuple incapable de se relever, fut-ce pour mourir en beauté, le temps de se faire photographier pour le compte du FBI. Il suffit donc de parler du contexte nord-américain qu'il ne faut jamais perdre de vue, évoquer une sorte de réalisme assez grossier, et l'objecteur, pauvre type, se trouve sur-le-champ rejeté dans la déplorable catégorie des dangereux idéalistes.

On nous a fait trop souvent le coup, sans que nous ayons pu renverser l'opinion publique sur cette question, on nous a fait tant de fois le coup de l'objectivité qu'il n'est plus possible de ne pas fournir une réponse définitive, une réplique qui soit vraiment ce qu'on appelle une réplique et qui puisse éclairer le débat en forçant chacun à avouer une fois pour toutes que personne ne détient miraculeusement ou naturellement le principe de la vérité et la totalité de l'objectivité. Quand l'avenir d'un peuple est l'enjeu

DE TEMPS CE

d'un débat, on devrait avoir la sagesse de ne pas invoquer la seule compétence de quelques experts pour mieux dénier à tous les autres le droit de voir juste et de sentir bien. Trop d'hommes sérieux séparent l'Histoire de l'existence individuelle, ne voyant sans doute pas le lien étroit qui rattache chaque homme au destin collectif. Sous prétexte que la conscience individuelle n'a plus les moyens de diriger l'Histoire, on voudrait donc confier l'avenir à quelques experts auxquels on accorde préalablement tout le crédit de la vérité humaine. Je comprends, par exemple, que les fédéralistes soient embarrassés par un fait évident, et qu'ils essaient de le nier en le dénaturant: la plupart des artistes québécois qui sentent la réalité des choses, qui devinent et expriment les sentiments profonds de leur communauté, ce sont aussi des citoyens qui croient que, pour durer, pour vivre, il serait nécessaire de changer l'ordre actuel, de rompre les alliances mortelles et d'établir un nouvel équilibre reposant sur l'égalité de fait des peuples canadiens. Mais les fédéralistes, race têtue et dépassée par les événements, continuent de croire et de faire croire que ces gens-là, ces déclassés, ne représentent rien, n'expriment guère plus que des sentiments personnels. Ils auront beau vouloir isoler l'artiste, l'engraisser, le couper de la vie réelle, il est trop tard: notre artiste ne veut plus vivre dans l'illusion d'une solitude désenchantée, il ne veut plus vivre exilé de l'âme nationale. Parce qu'il ne s'accorde pas avec les valeurs dominantes, parce qu'il entend même les remplacer par d'autres, on le disqualifie, on lui nie le pouvoir de sentir juste, de voir clair et de comprendre en profondeur la réalité dans laquelle il baigne autant sinon plus que notre prétendu expert ou notre prophète réaliste.

Quant à nous, qui avons l'impression de subir les événements, nous les pauvres citoyens, un jour nous délirons d'espoir et le lendemain de rage désespérée. Nous commettons l'erreur de croire l'Histoire intemporelle. Il faudra finir par comprendre qu'il n'y a d'Histoire que quotidienne, que l'avenir dépend de chacun, même si sa vie est une petite vie, de cette journée qui passe et qu'on doit remplir de sens. On maudit souvent le quotidien, chez nous: c'est un alibi. On se sert de lui pour excuser ses faiblesses et son impuissance; et pourtant le quotidien c'est la vie, la seule que nous vivons, la vie quotidienne, il n'y en a pas d'autre, quoi qu'on croie, du moins en ce monde. L'Histoire s'écrit

agence du livre français

NOUVEAUTES

LANGAGE ET CONNAISSANCE

Suivi de six essais sur la philosophie du langage
par Adam Schaff \$ 9.25

IDEOLOGIE ET RENAISSANCE NATIONALE

— l'Égypte moderne —
par Anouar Abdel-Malek \$12.90

D'UNE SAINTE FAMILLE A L'AUTRE

— de Sartre à Althusser —
par Raymond Aron \$ 5.75

LES DIMENSIONS DE L'HOMOSEXUALITE

par le Dr Jacques Corraze \$ 6.10

INITIATION A LA PSYCHANALYSE POUR EDUCATEURS

par Anna Freud \$ 3.70

PROBLEMES DE LA JEUNE GENERATION

par Ernest Fischer \$ 4.70

ESSAIS SUR LE LANGAGE

En Collaboration \$ 6.95

NIXON PRESIDENT

par Bonnefoy et Magnun \$ 3.30

ESSAIS SUR BERTOLT BRECH

par Walter Benjamin \$ 1.70

RACISME ET SOCIETE

sous la direction de Comarmond et de D. Duchet \$ 5.15

REVUE L'HOMME ET LA SOCIETE

(Freudo-marxisme et sociologie
no. 11 — 1er trimestre 1969 de l'aliénation) \$ 4.20

REVUE: LES TEMPS MODERNES

no. mars 1969 — 273 \$ 1.65

AGENCE DU LIVRE FRANCAIS
1249 ouest, rue Bernard — Montréal
tél: 271-6888

chaque jour, aussi terne soit-il. Elle est une durée, notre durée. Elle fait notre vie mais nous la faisons aussi, modestement, c'est-à-dire avec nos petits moyens.

Vous allez me dire qu'on ne peut pas changer la vie. Je vous crois: Est-ce que j'aurais rêvé tout haut? Ce qui compte, c'est de l'améliorer, d'améliorer la qualité de notre vie quotidienne. L'Histoire, finalement, n'est rien d'autre que ce qu'un peuple fait de sa vie de tous les jours. Quand nous aurons accepté de vivre dans le relatif, quand nous aurons cessé d'attendre des événements spectaculaires, des actes éclatants, nous aurons fait un grand pas. Méfions-nous des attitudes romantiques: tout ou rien et tout de suite. Nous avons le défaut des esprits absolus qui vont de l'exaltation à la dépression. Ce monde insupportable, il est en train de s'écrouler: regardez la jeune végétation qui fracture ses assises, qui lézarde ses murs, qui grimpe, vie nouvelle qui fait son chemin dans la vieillesse du monde et qui tout doucement l'étrangle jour après jour, avec la force de l'instinct de conservation.

Evidemment, les vieilles choses ont la peau dure et le coeur parfois plus dur encore. Notre société ne se laissera pas faire, soyez-en assurés, elle ne voudra surtout pas que la jeunesse ait raison, que la liberté et l'esprit aient le dernier mot. Les vieux partis, ses gardes-du-corps, ses chiens de garde, jumeaux bleu et rouge de la mère Province, frères mal vieillies, mal engagés sur la voie du cimetière, sont toujours là pour terroriser la population, confondant volontiers les intérêts de l'élite sociale avec ceux du peuple, s'adressant non pas à l'esprit mais au ventre du citoyen, lui annonçant des maux terribles, une famine épique, s'il ose désirer la liberté, accéder à la simple dignité du refus.

En parlant au seul ventre, en croyant le peuple sourd à d'autres appels, les gras jumeaux font preuve de mépris; ils se trompent en voulant nous tromper, mais le peuple, lui, ne se trompera pas toujours, il se sentira humilié de ce mépris, rabaissé par ce bas langage dont usent avec un si grand naturel les porteparole des Chambres de commerce qu'on les croirait nés avec ces mots-là dans la bouche. Des mots si bas qu'on doit se mettre à genoux pour les comprendre. Or, le peuple a mal aux genoux depuis le temps qu'il s'agenouille pour des riens, devant de fausses idoles, et c'est pourquoi il se méfie, il se raidit, droit debout, fier de son modeste pouvoir d'électeur qu'il peut, s'il le veut, tourner contre ceux qui lui parlent de son ventre au moment où il découvre qu'il a une conscience capable de s'indigner et donc de se révolter. Que les profiteurs réfléchissent là-dessus: si le peuple se scandalise, sa colère sera aussi grande que l'a été, trop longtemps, sa résignation. Les marchands de moutons devront changer de métier, aller cirer les souliers des seigneurs d'une cité libre et juste qui n'existe que dans leur imagination.

Je sais, je sais, je me gave d'optimisme: l'inconscience est encore grande, et ce ne sont pas nos postes de radio et de télévision, ce ne sont pas nos journaux, nos élites dévorées par l'égoïsme qui la réduiront, cette inconscience trop profitable.

Il est plus difficile qu'hier de parler librement, chers lecteurs, cela me coûte bien des efforts, mais en même temps j'y trouve une sorte de paix, de joie, une sorte de matin frais, une enfance nouvelle, parce que j'ai enfin l'impression de parler de choses essentielles et d'être compris. J'avais tant de choses à dire, que j'ai dites n'importe comment, d'un seul trait, comme si le temps m'était compté. Ces jours-ci, les mots commencent à peser lourd. On peut payer cher le droit à la libre expression de ses opinions. Plus les choses avancent, moins on peut miser sur le sens démocratique des propriétaires des imprimés. Les moyens d'information vont se trouver dans les mains de quelques-uns, potentats improvisés qui imposeront leurs lois et mettront hors-la-loi tous ceux qui leur paraîtront suspects, tous ceux qu'ils pourront qualifier de révolutionnaires. Mais être révolutionnaire, justement, qu'est-ce que cela signifie? Crier avec les autres, boire du café en déclamant des poèmes de Mao ou des slogans du père Lénine (Marx ait son âme!)? Justifier les injustices des pays socialistes? Mourir pour une idéologie? Non. C'est peut-être tout simplement se ranger sans condition du côté des humiliés, des offensés, des pauvres gens, lutter avec eux pour la dignité, le bonheur, la paix et l'amour, s'inquiéter autant de leur âme que de leur ventre, et commencer à vivre soi-même comme si les gens s'aimaient les uns les autres. Et puis pour le jeune révolutionnaire, la révolution n'est plus seulement un chambardement qui fait passer le pouvoir des mains de ces messieurs à celles de nouveaux messieurs, c'est une rénovation du monde par la purification du coeur et de l'esprit, c'est le refus de croire à la perfection de tout système ou de toute idéologie, c'est le désir d'être meilleur pour améliorer la qualité de la vie, c'est aussi, pour finir, une tentative de rajeunissement, un retour à certaines vertus de l'enfance.

Dans un monde où l'homme est menacé de n'être plus le maître des machines qu'on croyait libératrices, cette révolution semble arriver trop tard. Tant que la conscience a le pouvoir de s'indigner, il n'est pas trop tard, on l'a vu, cet automne, quand les jeunes ont décidé de ne plus fonctionner comme on le leur commandait, quand ils ont tout arrêté et pris les choses en mains. Tout le monde a cru qu'il s'agissait là d'une revendication d'ordre matériel, mais on a été forcé de constater qu'ils voyaient plus loin, qu'ils refusaient jusqu'à cet avenir incertain qu'on leur offre. Est-ce que par hasard une époque ne viendrait pas de finir? Désormais les jeunes entendent vivre différemment et non enfermés dans le cercle infernal de la production-consommation. Ils rêvent d'une vraie vie, pas ailleurs, mais ici, une vie vivable pour tous où l'amour supplanterait enfin la religion du profit, où l'esprit aurait sa place, la meilleure possible. Tout le progrès du monde ne nous servira pas si nous perdons l'essentiel, si la technique, par exemple, nous exile loin de notre liberté. L'homme-robot sera un excellent citoyen, docile contribuable, consommateur consentant: humainement, il ne vaudra pas cher. Et c'est parce que nous aimons la vie, vous et moi, que nous refusons cet esclavage très confortable, et c'est parce qu'il reste en nous une part de liberté intacte que nous refusons le monde tel qu'il est.

André MAJOR

marabout université



**LA PRESTIGIEUSE
COLLECTION
CULTURELLE
DU TOUT SAVOIR
UNIVERSEL
A PRIX TRES POPULAIRE**



DISTRIBUTEUR GENERAL POUR LES AMERIQUES : D. KASAN 266 EST CH. COLOMB QUEBEC P. Q.

DOSSIER INFORMATION

DOSSIER MINUTE

La concentration de presque tous les journaux importants et d'un bon nombre de stations de radio et de télévision aux mains du groupe Desmarais-Power Corporation inquiète tous ceux qui se préoccupent de la liberté et de la qualité de l'information. Quand l'information devient monopole, le journalisme est-il condamné?

De plus, l'empire Power Corporation ne se limite pas aux entreprises de presse mais s'étend à plusieurs secteurs très importants de l'économie québécoise. Ne risque-t-on pas de voir alors la presse écrite et parlée mise au service d'intérêts privés et étrangers plutôt qu'aux véritables intérêts du Québec?

Le présent dossier, préparé de longue main par des recherches et plusieurs tables rondes, pèse le pour et le contre.

LES VÉRITABLES MAÎTRES

I- DES MINI-MONOPOLES

Depuis quelques mois, le phénomène de la concentration des moyens de communication inquiète les milieux les plus divers, politiques et autres. A Ottawa, le sénat enquête. A Québec, une commission parlementaire fait de même. Le Conseil de la Radio Télévision Canadienne (CRTC), aux dires de son président, "a des préoccupations" similaires. Des revues, *Maclean*, *Socialisme 69*, *Dimension*, ont publié d'importantes études sur ce problème. La radio, la télévision, la presse font périodiquement écho à de nouvelles transactions, aux déclarations et aux rumeurs qu'elles suscitent et qui circulent quotidiennement dans les salles de dépêches. Les journalistes, eux, flairent un vent nouveau. Plusieurs, souvent les plus compétents, cherchent à quitter un terrain qu'ils jugent de plus en plus miné. Pourquoi?

Recours nécessaire à l'histoire

Pour expliquer l'inquiétude de ces derniers, il faudrait pouvoir affirmer que la liberté d'expression est menacée. Pour justifier les alarmes du Québec, il faudrait parvenir à démontrer que l'avenir des Québécois est mis en péril. Pour éclaircir l'attitude d'Ottawa, il faudrait établir que le danger vient de l'extérieur et notamment des Etats-Unis. En est-il ainsi? Effectivement, de sérieux indices tendent à confirmer ces diverses hypothèses. Le présent dossier en rassemble quelques-uns. Mais avant de reconstituer la série des événements récents qui ont engendré au Québec le malaise actuel, il peut être utile de situer ce problème dans la trame de notre histoire.

HISTOIRE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

De plus en plus, les techniques de communication jouent un rôle prépondérant dans la formation de la conscience collective et partant dans celle du sentiment national. Bientôt, elles deviendront l'élément névralgique de la civilisation du loisir et de l'éducation permanente vers laquelle nous nous dirigeons. Or, depuis toujours, les Québécois de langue française accusent un retard marqué en ce domaine.

Des débuts pas très glorieux

Notre premier journal, *La Gazette de Québec*, fut un sous-produit de la conquête. Celle-ci, en effet, permit à deux Anglais, William Brown et Thomas Gilmore, de lancer à Québec en 1764 un périodique pseudo-bilingue où le français ne servait qu'à la traduction (et quelle traduction!) d'articles et de nouvelles anglaises. Un Français de passage, Fleury Mesplet, assisté plus tard d'un autre Français, Valentin Jautard, allait donner 14 ans plus tard aux Canadiens français leur première arme journalistique, *La Gazette du commerce et littéraire de Montréal* (sic.), ancêtre du quotidien *The Gazette* (!). Il faudra attendre 18 autres années et l'accumulation des insolences typographiques anglaises pour que Pierre Bédard inaugure vraiment l'ère du journalisme canadien-français en fondant *Le Canadien* en 1806.

A un autre niveau, l'histoire se répéta à l'occasion de l'avènement de la radio. Pourtant, les Canadiens français avaient semblé partir dans la course sitôt le coup de pistolet tiré. *La Presse*, alors

DU QUÉBEC: L'EMPIRE POWER CORPORATION

POLES AU SUPER-GÉANT

Jacques-A. LAMARCHE
André CHARBONNEAU

D'AUJOURD'HUI

dirigée par Arthur Berthiaume, érigeait en effet, la première station française, CKAC, dès 1922, soit à peine deux ans après l'ouverture du poste CFCF de la Compagnie Marconi. Mais le hic est que la radio allait rapidement cesser d'être une affaire privée. Déjà tous les gouvernements, sauf celui du Québec, veillaient au grain. En 1923, le gouvernement manitobain exploitait des stations à Winnipeg et Brandon par l'intermédiaire du service de téléphone du gouvernement provincial. Le gouvernement fédéral s'intéressait à cette nouvelle technique par l'entremise du *Canadien National*. Winnipeg en 1925, Vancouver en 1927, Halifax en 1929, mettaient en ondes les premiers programmes scolaires. Durant ce temps, le gouvernement du Québec laissait les programmes américains balayer la province. Par ailleurs, il allait attendre encore plus de trente ans avant de sérieusement se pencher sur la question de l'enseignement radiophonique. Il était mûr pour recevoir de Londres en 1932 l'avertissement que la radiodiffusion n'était pas de sa compétence. Il avait oublié que les précédents font loi dans le *Common Law*.

Une province pas comme les autres

Une tout aussi habile (!) politique de non-intervention dans les affaires économiques (anglaises ou américaines évidemment) nous valut les retards que l'on connaît dans les domaines du cinéma, des spectacles, des concerts, du théâtre, etc. Les chaînes américaines pouvaient envahir les rues de nos villes, n'avions-nous pas nos salles

paroissiales? Le gouvernement fédéral pouvait faire reconnaître à l'étranger le droit qu'ont tous les Canadiens de traduire en *anglais* les chansons écrites en quelque langue que ce soit y compris le français, peu importait qu'on ait distraitement (!) omis de faire reconnaître les mêmes droits pour la traduction française, nous avions nos *Albums de la Bonne Chanson*. Ils nous suffisaient. Ottawa pouvait encore fonder l'*Office national du Film* sans craindre de piétiner les plates-bandes culturelles provinciales. Certes, le gouvernement du Québec fonda en 1940 "un organisme de production et de distribution de film conçu sous le nom de *Service de cinéphotographie*". Mais ce qui allait devenir en 1961 "*L'Office du Film du Québec*" se garda bien de produire avant 1964 autre chose que de vagues documentaires touristiques et des photos publicitaires. Notre *Bureau de censure* avait assez de coupures à faire sans qu'on se mêlât d'ajouter des pieds de pellicules commerciales à un marché déjà si bien administré de l'extérieur. Dès 1963, le *Conseil d'Orientation économique du Québec* avait préparé un projet précis d'aide aux industries du cinéma et de subventions aux longs métrages. C'est le fédéral, en 1967, qui prit l'initiative d'appliquer partiellement ces recommandations en créant le fonds que dirige un Québécois, M. Lapalme. Le *Conseil des Arts du Canada* pouvait encore damer le pion au Québec en matière de subventions au théâtre, à la peinture, à la sculpture, aux revues littéraires, etc. Nos discours sur l'autonomie provinciale, faute d'aider l'ensemble de nos créateurs, faisaient du moins vivre nos caricaturistes. Décidément, nous n'étions pas une province comme les autres.

Possibilités nouvelles offertes par Radio-Québec

Mais tout cela devint folklore avec la révolution tranquille. Nous savons désormais que bientôt des "machines à enseigner", pseudo-bilingues à la manière de la première *Gazette de Québec*, viendront, sous le couvert de la traduction, nous apprendre à penser en anglais ou en américain. A Québec, des spécialistes en ce domaine étudient le problème et le ministère de l'Éducation annoncera éventuellement un programme de formation intensif de spécialistes en programmation pour ordinateur d'enseignement. (NDLR: Ceci est un pieux souhait et non un "scoop"). Le gouvernement de l'Union nationale ne devrait pas hésiter à intégrer ce projet éventuel à ceux qu'il mijotait lorsque Daniel Johnson réanima, il y a deux ans, *Radio-Québec* mis au frigo depuis 20 ans. Cet outil indispensable disposera, il faut l'espérer, d'une banque de programmes culturels mis à la disposition des stations privées. Le travail admirable accompli jusqu'à ce jour par le juge Guérin et son équipe nous permet d'entretenir ces rêves d'avenir. L'existence du réseau de micro-ondes de l'Hydro-Québec offre la possibilité de coupler *Radio-Québec* à cette grande entreprise d'État. Pourvu que le gouvernement du Québec n'aliène pas encore une fois nos intérêts au profit de *Bell Canada*. L'expérience de TEVEC au Saguenay-Lac-Saint-Jean a connu un tel succès qu'il serait impensable qu'elle ne soit pas étendue bientôt à d'autres secteurs de la province. En outre, malgré les hauts cris de certains politicailleurs au regard déformé par des lunettes outaouaises et l'habitude des politiques à courte vue, feu le premier ministre engagea la bataille des satellites avec

la ferme intention de voir venir l'avenir et d'assurer aux Québécois une place dans le firmament d'où tomberont bientôt des bombes susceptibles de détruire les cultures électroniquement mal défendues.

Nous risquons de manquer le bateau

Hélas, Daniel Johnson est mort et l'on commence à craindre que ces réalisations québécoises, pour une fois avant-gardistes, ne soient désormais sabordées. L'Union nationale paraît aujourd'hui dangereusement hésiter entre l'utilisation de *Radio-Québec* à des fins partisans et sa mise au service de la communauté québécoise. On croirait qu'elle opine qu'un *Montréal-Matin* radio-télévisuel ne desservirait pas ses ambitions électorales. Elle refuse de donner à *Radio-Québec* un statut qui l'isolerait du pouvoir. La présente loi qu'elle vient de déposer en Chambre ne prévoit rien pour corriger ce qui ne pouvait être qu'une situation de transition. Les rumeurs veulent même que Jean Loiselle, l'habile propagandiste du parti, remplace bientôt le juge Guérin à la tête de cet organisme. Ce qui n'est guère rassurant. Par ailleurs, après avoir protesté avec raison contre l'utilisation irrationnelle à des fins de propagande de l'*Office d'information du Québec* sous le régime libéral, l'U.N. n'a rien fait depuis qu'elle est au pouvoir pour donner à celui-ci un statut indépendant essentiel à un minimum de crédibilité et d'objectivité. Bien au contraire, elle l'a éloigné du Parlement pour l'assujettir davantage au parti en place. Ce qui détruit à la base un outil qui serait exceptionnellement efficace pour contrecarrer les influences néfastes que pourrait avoir sur le Québec une presse vassalisée, tombée entre les mains d'intérêts peu favorables à l'évolution actuelle de la province. En outre, le gouvernement du Québec laisserait tomber, paraît-il, l'extraordinaire expérience TEVEC. La jugerait-il peu favorable à ses intérêts électoraux immédiats? Enfin, le ministère des Affaires culturelles continue de disposer d'un budget parfaitement ridicule pour répondre aux besoins d'assistance au cinéma, au théâtre, à la peinture, à la sculpture, à la création littéraire, etc. Encore là, les

promesses demeureront non tenues et le rapport Rioux continuerait de moisir sur les tablettes. Bref, après un bon départ, après une fulgurante apparition dans l'univers des techniques de communication sociale avec Expo 67, le Québec semble vouloir détruire, en quelques mois, le travail accompli jusqu'ici. On ne parle même plus du satellite. Ce qui prouverait que les mentalités nouvelles ne s'installent pas aussi facilement que les techniques et que nous préférons revenir à la politique de non-intervention et de déclarations purement verbales qui a jusqu'ici caractérisé notre manière d'aborder l'avenir des communications sociales, c'est-à-dire à reculons. Encore une fois, nous risquons de manquer le bateau. Mais cette fois, il s'agira peut-être du dernier départ, car pendant ce temps d'autres préparent fébrilement la guerre des techniques de propagande.

Situation actuelle des publications commerciales spécialisées et des revues.

C'est dans ce contexte général qu'il convient de situer le problème de la concentration des moyens de communication et en particulier l'évolution récente de la presse et de la radio-télévision.

Mais avant de nous arrêter plus longuement aux problèmes des quotidiens, résumons la situation des autres publications jouant un rôle dans la formation de l'opinion publique.

LE 4^e POUVOIR AVANT 1964

A cette faiblesse sans cesse accrue de l'emprise canadienne française sur l'information écrite, s'ajouta récemment une série de transactions aussi mystifiantes que certains tours de magiciens. Celles-ci impliquaient un certain nombre de quotidiens, de grands hebdomadaires, des journaux du dimanche, des stations de radio et de télévision.

Famous Players et le groupe Baribeau-Pratte à Québec et Jonquière

Le phénomène de la concentration des moyens d'information, particulièrement en ce qui a trait

En 1957, il existait au Québec 66 publications commerciales spécialisées dont 5 seulement étaient la propriété d'éditeurs de langue anglaise. Aujourd'hui, on en compte 77. Près du tiers de celles-ci appartiennent maintenant à des maisons de Toronto, *Maclean-Hunter Ltd.* et *Southam Business Publications Ltd.* Au rayon des grands magazines, 4 des 5 plus importantes revues des années 57-58 ont disparu, à savoir les 4 qui appartenaient à des éditeurs de langue française, *La Revue Populaire*, *Le Samedi*, *La Voix Nationale* et *La Revue Moderne*, achetée par *Maclean-Hunter* et transformée en *Châtelaine*. Celle-ci s'ajoute désormais au *Sélection du Reader's Digest* et au nouveau magazine *Maclean* des éditeurs torontois pour former avec *Actualités*, au dernier rang, les 4 principaux magazines généraux du Québec. *Le Samedi*, transformé en *Nouveau Samedi* par M. Pierre Péladeau, n'a pas encore repris son tirage d'antan. Par ailleurs, 187 hebdomadaires locaux tirent régulièrement à quelque 1,500,000 exemplaires. La moitié seulement de ce tirage relève de journaux publiés exclusivement en langue française. Notons encore qu'il y a 116 quotidiens canadiens dont une douzaine seulement rédigés en langue française. Le Québec en compte 14 dont 4 de langue anglaise. Ces derniers rafflent à eux seuls le tiers du tirage québécois. Rappelons enfin l'existence précaire des revues d'opinions telles que *Cité Libre*, *Parti-pris*, *Socialisme* et pourquoi pas *Maintenant*.

à la radio et à la télévision, n'est pas nouveau. En 1957, *Famous Players*, solidement installée à Kitchener avec la *CKCO-TV*, partageait avec le groupe Baribeau-Pratte le monopole des stations privées de télévision de la ville de Québec. Le groupe Baribeau-Pratte étendait cette emprise aux stations radiophoniques de langue française de la région ainsi qu'aux stations radiophoniques et télévisuelles de Jonquière, au Saguenay. Par la suite les stations AM et FM de Kitchener sont passées sous la tutelle de la *Famous Players* qui poussait également ses antennes

jusqu'à Vancouver et Victoria. En outre la *Famous Players* détenait des intérêts allant jusqu'à 80% de la propriété des chaînes de service de télévision communautaire installées depuis Montréal jusqu'en Colombie britannique en passant par l'Ontario et les Prairies. On sait que la CRTC som- mait le 17 avril dernier cette filiale américaine de vendre ses propriétés de radiodiffusion à des Canadiens. *Famous Players Corporation of Canada* est une filiale à 51.1% de *Gulf and Western Industries*, de Houston Texas, qui possède également *Paramount Pictures* (263 cinémas et 49 cinémas en plein air au Canada). Parmi les filiales de *Famous Players*, en plus des compagnies de télévision par câble, on retrouve *United Amusement* (chaînes de cinémas). Est-il besoin de souligner les liens directs qui unissent ici la distribution cinématographique américaine à ces deux secteurs du loisir populaire, le cinéma et la télévision?

Les frères Gourd en Abitibi

En Abitibi, les frères Gourd régnaient sur toutes les stations radiophoniques de la région à Amos, LaSarre, Rouyn, Val d'Or et sur l'unique station de télévision CKRN-TV. A leur relais télévisuel de Senneterre, ils ont ajouté depuis ceux de Val d'Or, Ville-Marie et Matagami. Seul Conrad Lavigne et ses stations bilingues du Nord-Ontario pénètrent cette région.

Les frères Brillant dans le Bas-du-Fleuve

Dans le Bas-du-Fleuve, les frères Brillant exerçaient un autre type de monopole, détenant à Rimouski les stations radiophoniques AM et FM ainsi que la station de télévision. Un relais télévisuel à Edmundston prolongeait cette influence au nord du Nouveau-Brunswick où ils installaient en outre une station de radio à Edmundston. D'autres stations relais, dont ils n'étaient pas les propriétaires, étendaient encore le rayonnement de leur station CJBR-TV à la Côte-Nord, à Charlevoix et au sud-est de Rivière-du-Loup. Quatre autres relais sur la Côte-Nord s'ajoutèrent par la suite au premier tandis qu'une nouvelle station de radio diffusait

sous leur responsabilité à Causapscal. Jacques Brillant détenait encore *L'Echo* du Bas Saint-Laurent depuis 1959 et *Le Progrès du Golfe*. En 1964, il fit une incursion dans la région montréalaise en lançant le défunt *Métro Express*.

Le sénateur Paul

Desruisseaux à

Sherbrooke

C'est un mariage identique de la radio et de la presse que nous retrouvons à Sherbrooke où le sénateur Paul Desruisseaux préside le conseil d'administration de *La Tribune Inc.* qui, outre le quotidien du même nom, groupait les stations CHLT-AM, CHLT-FM et CHLT-TV. Signalons que la station de télévision de Sherbrooke balaie une région extrêmement étendue débordant à l'est et au sud la frontière américaine et rayonnant à l'ouest et au nord par-delà le fleuve Saint-Laurent. Le sénateur Desruisseaux était aussi vice-président de la *Société Télé-cinéma, Public Film International Ltd.*, *Cinéma-Premier Inc.* et *Delta Services Inc.* Il était également directeur de la *Canadian Press*. Enfin il était vice-président du *The Telegram Printing & Publishing Co. Ltd.*, propriétaire de la station de télévision anglaise de Sherbrooke.

La succession Berthiaume-Du Tremblay, Francoeur et Laurion dans la région montréalaise

A Montréal, la succession Berthiaume-Du Tremblay était propriétaire des journaux *La Presse* et *La Patrie* ainsi que des stations de radio correspondantes, CKAC et CHLP. Cette dernière toutefois est disparue depuis. A Granby, Aimé Laurion présidait aux destinées de *La Voix de l'Est* et de *CHEF Radio*.

Pendant ce temps, Jacques Francoeur bâtissait son empire de presse. En 1953, il lança *Dimanche-Matin* qui devint rapidement populaire. Il acquit en outre *The Granby Leader-Mail* et *Le Nouvelliste* de Trois-Rivières. Enfin, la succession Maillet possédait *Photo-Journal*, *Le Petit Journal* et un mensuel *Dernière-Heure*. Telle était la situation au début de l'année 1964.

Cette année-là, Pierre Péladeau lança le *Journal de Montréal*, puis en 1967, *Le Journal de Québec*. Ces deux quotidiens s'ajoutaient à ses nombreuses revues populaires, telles *Nouvelles Illustrées*, *Télé-Radiomonde*, *Le Nouveau Samedi*, *Photo-Vedettes*, *Le Journal des Vedettes*, etc.

L'HYDRE AUX 7 TÊTES

Mutation profonde à partir de 1964

Au cours des années qui suivirent, le visage du quatrième pouvoir allait complètement changer. Les entreprises financières se lancèrent à l'abordage et la curée commença. On vit d'abord Jacques Francoeur à Montréal, Jean-Louis Lévesque poindre dans le décor, Paul Desmarais s'approcher et Peter Nesbitt Thomson l'appuyer.

Ainsi, trois grandes entreprises financières s'intéressaient au quatrième pouvoir: *La Corporation des Valeurs Trans-Canada* (CVTC), *Gelco Entreprises Ltée* et *Power Corporation of Canada*. Une quatrième guettait dans l'ombre: *Warnock Hersey Co. Ltd.*

1ère étape: La CVTC achète trois hebdomas montréalais (1964)

L'histoire commence avec l'acquisition par la *Corporation des Valeurs Trans-Canada* (CVTC), du *Petit Journal*, du *Photo-Journal* et du mensuel *Dernière Heure* aussitôt transformé en hebdomadaire du dimanche. Jusque-là cette entreprise de gestion et de placement ne s'était jamais préoccupée des moyens de communication. L'année suivante, le 14 mai 1965, elle est absorbée par *GELCO Enterprises Ltd.* que préside Paul Desmarais. En conséquence, celui-ci remplace Jean-Louis Lévesque à la tête de la CVTC. Or au nom de qui parle le président de *GELCO-CVTC*?

"Gelco est une compagnie de développement et d'investissement formé par Gatineau Power avec les fonds reçus de Gatineau Power New Brunswick exproprié par New Brunswick Electric Power Corporation. Triarch Corporation Ltd. de Toronto en assure l'administration." (Traduit du *Financial Post*, 1962).

Cette dernière a son siège social au 120 de la rue Adelaïde, suite 1120, Toronto. En 1962, il groupait six administrateurs dont 4 de Toronto (y compris les honorables J. D'Arcy Leonard et George H. Hees) et deux de Londres. Le président actuel, A.G.S. Griffin, était également administrateur. Nous retrouvons donc ce dernier dans le conseil d'administration de *GELCO Enterprises Ltd.*, avec John G. Porteous, A. Ross Pyntz, G. Gordon Gate, Frank G. Hooton et d'excellents Canadiens français comme Renault Saint-Laurent, Claude Pratte (même bureau que les Pratte de Québec), L.G. Roland, Jean Parisien et Paul G. Desmarais. Tels étaient les administrateurs de *Gelco* au moment de la dernière publication des rapports officiels de cette entreprise dans *The Financial Post*. Comme dirait mon "joual": "An maudite belle gang de Canayens frança de Saint-Henri!".

2e étape: Vente de ces trois hebdomadaires à Jacques Brillant (1966)

Or en 1966, CVTC se défait de ses trois hebdomadaires que nous retrouvons dans le portefeuille déjà bien garni de Jacques Brillant, de Rimouski (cf. plus haut). Mais l'année suivante, en avril 1967, Paul Desmarais s'associe à Jacques Francoeur et forme la compagnie *Journaux Trans-Canada*.

3e étape: Gesca achète La Presse et son portefeuille (1966)

Trois mois plus tard, comme par hasard, la *GELCO*, de Paul Desmarais, est devenue une entreprise privée, et elle achète par l'entremise de sa filiale *Gesca Ltée* le journal *La Presse* et son portefeuille. Dans un tiré-à-part spécial de janvier 1969, celle-ci déclare être "contrôlée par M. Paul Desmarais et ses intérêts de famille en fiducie et que la composition de cette entreprise offre une garantie des plus valables à

toute une population qui considère avec raison *La Presse* comme sa chose, son patrimoine, une partie de son héritage culturel". Oh! hum!

4e étape: Power Corporation achète La Tribune et ses entreprises connexes (1966)

Entre temps, *Power Corporation* a acheté *La Tribune* de Sherbrooke et ses entreprises connexes, du Sénateur Paul Desruisseaux, qui venait de lancer la revue *Sept-Jours*. Cette entreprise de la Place Ville-Marie dispose d'un actif de plus de 150 millions de dollars et détient une charte fédérale depuis 1925. Elle s'occupe de gestion et de contrôle d'entreprises. Son portefeuille, au début de cette histoire en 1964, contenait 57,024 actions de la *Royal Bank*, 1,646,933 de *Laurentide Financial* (accrues depuis à 3,296,230), 925,000 actions de *Consolidated Paper* et 457,907 de *Bathurst Paper* entre autres. Cet ancien propriétaire de la *Shawinigan Water & Power* s'identifiait surtout à Peter Nesbitt Thomson, qui a su habilement administrer les fonds du parti libéral québécois comme trésorier. Il est actuellement vice-président exécutif de *Warnock Hershey Co. Ltd.* En 1966, au moment de l'acquisition de *La Tribune* il était en outre président du *Power Corporation Developments*.

5e étape: Fusion de CVTC et de Power Corporation (1968)

Ces divers éléments en place, le 26 mars 1968 la *Corporation des*

Valeurs Trans-Canada se fusionne à *Power Corporation*. Paul Desmarais assume la nouvelle présidence. Le pot de terre frotte ses cinquante millions contre les deux cents millions du pot de fer de la *Power Corporation* et les milliards de ses filiales. Le Conseil d'administration réunit quinze administrateurs: 5 Canadiens de langue française, 1 Américain et 9 Canadiens de langue anglaise. L'actif des compagnies dont les présidents siègent comme administrateurs de la *Power Corporation* atteint dix milliards de dollars au minimum, 3 fois le budget total de la province de Québec. Ce sont: MM. Paul Desmarais, Peter Nesbitt Thomson, W.J. Turner, Jean Parisien, G.E. Lannaman, J. Edward Lewis Duquet, D.E. Kerlin, W. Earle McLaughlin, Arthur Deane Nesbitt, W. Howard Wert, Jean-Louis Lévesque, Wilbrod Bhérer, Arthur Simard, G. Allan Burton, Butcher Howard.

6e étape: Les Journaux Trans-Canada achètent les intérêts de Jacques Brillant

Le dernier acte se joua le 26 novembre 1968, lorsque les *Journaux Trans-Canada* de Paul Desmarais et Jacques Francoeur firent l'acquisition des intérêts de Jacques Brillant. Paul Desmarais retrouvait ainsi dans son portefeuille *Le Petit Journal*, *Photo-Journal* et *Dernière Heure* qu'il avait lui-même cédé en tant que président de la CVTC, deux ans auparavant.

CÔTE RADIODIFFUSION

L'excellent article du confrère Jacques Guay (Maclean, avril 1969) nous montre Paul G. Desmarais en excellente compagnie. Il côtoie Claude Pratte (cf. plus haut, Baribeau-Pratte-Famous Players) et Jacques Brillant et Prades pour le contrôle de CHAU-TV et ses neuf relais dans la Gaspésie. Cette station bilingue de télévision de Carleton rayonne dans tout le golfe, de Grande-Vallée à Shippagan au Nouveau-Brunswick. Il côtoie Jacques Brillant de *Communica* pour le con-

trôle de CJBR-TV à Rimouski, CKSM à Shawinigan, CHEF à Granby, CJBM à Causapsal, CJEM à Edmunston; il côtoie Paul Desruisseaux pour le contrôle de CHLT-TV à Sherbrooke mais on retrouve alors l'équipe de *Power Corporation* qui surgit par la bande avec *Québec Télémedia*, l'une de ses filiales et l'ancienne *Corporation des Valeurs Trans-Canada* qui a gardé pour *Power* CKAC de Montréal. Nous arrivons ainsi directement à Desmarais et Peter Nesbitt Thomson, les

deux présidents du Conseil d'administration de *Power Corporation*. Curieux n'est-ce pas?

L'armature de notre système de radiodiffusion

A ce propos, il est important de bien comprendre l'armature de notre système de radiodiffusion. Dire qu'il existe au Québec 74 stations de radio et 17 stations de télévision peut fausser l'image que nous nous faisons alors de la réalité car, sur le plan de la programmation, plusieurs de ces stations diffusent en réseau, officiel ou officieux. Le cas est patent lorsque nous examinons par exemple la situation de la télévision. En Abitibi, entre autres, la station de Rouyn CKRN-TV est relayée par CKRN-TV-1 à Senneville, CKRN-TV-2 à Val d'Or, CKRN-TV-3 à Ville-Marie, CKRN-TV-4 à Matagami. Mais la station-mère n'est elle-même, la majorité du temps, qu'un relais de la *Société Radio-Canada*. En outre, le relais télévisuel peut être exclusivement branché sur une station donnée sans pour autant appartenir aux propriétaires de la station qu'il capte. Pour fins d'analyse remarquons que les détenteurs de permis peuvent exercer une triple influence: 1o sur le plan de l'information locale; 2o sur le plan de la sélection des films qui occupent une large place dans la programmation des stations privées et 3o sur le plan du choix des émissions transmises en réseau officiel ou officieux, direct ou indirect.

Un monopole extrêmement menaçant

Dans ce contexte, l'emprise de la *Power Corporation* avec ou sans les liens qui la relie à Paul Desmarais a trois conséquences virtuelles: un contrôle à peu près absolu de l'information locale dans les zones où elle est en situation de monopole ou face à un public captif; la possibilité de servir de dépotoir aux compagnies américaines de cinéma qui lui sont apparentées et enfin la constitution d'un réseau "officieux" où les émissions s'échangent d'une station émettrice de base à des sous-stations-relais plus ou moins fantômes. Compte tenu du rayonnement extraordinaire de la station CHLT-TV à Sherbrooke, il appert que le groupe Desmarais-Thomson est en passe de

devenir une station émettrice de base dont les clients sont d'avance désignés par l'ubiquité de Paul Desmarais aux différents conseils d'administration des stations de télévision du Québec. Donnant d'une main, recevant de l'autre, celui-ci pourrait contrôler l'information, le cinéma, et l'ensemble des programmes diffusés par la presque totalité des stations du Québec. En outre, il est en mesure d'amplifier à l'aide des publications qu'il possède plus ou moins exclusivement la relecture que les média écrits font des événements signalés par la radio et la télévision. S'il n'y a pas là menace à la libre circulation des idées et des nouvelles au Québec, aussi bien confier à ce "génie" du journalisme la totale direction de nos cerveaux. A moins que l'on préfère s'adresser directement à

l'ange qui semble inspirer sa muse, Peter Nesbitt Thomson. Vive notre héritage culturel: le quatrième pouvoir le protège bien!

En somme notre analyse de l'évolution récente nous a conduits à découvrir que les mini-monopoles observés en 1964 se sont depuis cristallisés en un bloc solide dont le sommet pointe vers la *Power Corporation*. Seul l'empire des frères Gourd en Abitibi semble y échapper. Mais dans cette région aux frontières de l'Ontario, on peut compter, tout comme dans celle de l'Outaouais, que la province voisine saura exercer les influences nécessaires pour que ni nationalisme ni socialisme québécois ne parviennent à s'exprimer. Quant au reste, faisons confiance à *Radio-Canada*!

QUAND LA PIEUVRE S'ÉTIRE

Du même coup, le Québec continuera à se gargariser de culture américaine grâce au cinéma, soit par l'entremise de *Famous Players*, soit par celle de la succursale canadienne de la *National General Corp.* (une des plus grosses compagnies exploitant des salles de cinéma aux Etats-Unis) que maîtrise ici la *Power Corporation* pour notre édification nationale. Quant aux films canadiens, patientez encore un peu: la *Power* compte en produire d'ici peu. En outre, de concert avec *Niagara Television*, notre omniprésente corporation a présenté au CRTC un projet qui s'appellerait *National Television Network*. Ce réseau, serait, entre autres, alimenté par deux satellites qui appartiendraient à une autre compagnie filiale de *Power*, *Canadian Satellite Corp.* Quelle famille!

Si vous préférez les voyages, rendez-vous au Manoir Richelieu ou à l'Hôtel Chanteclerc, vous ne quitterez pas ainsi la sphère d'influence de *Power*. Fiez-vous d'ailleurs à *La Presse*, qui développe chaque semaine davantage (on voit mal pourquoi!) sa section "tourisme", elle connaît bien les entreprises de *Power* et saura vous guider vers elles. Elle vous

apprendra même que la *North American Recreation Industries Ltd.* (l'orientation vient de changer, mais allez donc suivre ces caméléons!) est une filiale de *Warnock Hersey International* dont le vice-président exécutif est évidemment Peter Nesbitt Thomson. Or cette compagnie fut établie par *Power Corporation* en 1965 pour administrer des compagnies de voyages et les centres touristiques.

Par ailleurs, une autre filiale de *Warnock Hersey International*, *Trans Ad* qui vient d'assumer toute la publicité de nos moyens de transport montréalais n'est qu'une division de *Tek Leasing Corporation* de Toronto. (La publicité: "Y connaissent ça!"). Cette corporation appartient à *Canadian Car & Bus Advertising* et se retrouve sous l'amalgame de *Foreign Power Securities* avec *Canadian Power and Paper Securities* pour donner naissance avec *Warnock Hersey Co.* à *Warnock Hersey International*. Vous suivez? Si vous désirez vous procurer du papier, pour le journal que vous aimeriez fonder, adressez-vous à la *Bathurst Papers* ou à la *Consolidated Papers Ltd.*, M.

Thomson y siège au conseil d'administration. Il vous fera sans doute crédit par l'intermédiaire de la *Laurentide Financial* ou de la *Royal Bank of Canada*. Sous son égide, voyagez encore par le *Canada Steamship Lines*. Et puis zut! . . . Mais ce n'est pas tout.

Si la présence de ce Grand vous intimide, peut-être préférez-vous savoir que les 17,000 actions de la *Provincial Transport Co.* qui dessert Québec, Chicoutimi, Arvida, Kénogami, Jonquière et Sudbury appartiennent toutes à *Provincial Transport Enterprises Ltd.* incorporée en 1948 avec une charte fédérale et présidée par M. Paul Desmarais, au temps où il vivait encore à Sudbury. Bref, pourquoi nous inquiéter de notre avenir dans la civilisation du loisir vers laquelle nous allons? POWER est là qui pense pour nous.

Pour nous communiquer ses trouvailles, il peut utiliser "le plus grand quotidien français d'Amérique", ou l'unique hebdomadaire de votre région si vous demeurez à Sherbrooke, Trois-Rivières ou Granby. Lecteurs du dimanche, il vous atteindra à coup sûr par l'entremise de *Dimanche-Matin* et de *Dernière Heure*. Il connaît d'assez près la haute direction des trois plus grands hebdomadaires généraux, *La Patrie*, *Le Petit Journal* et *Photo-Journal*. Que vous soyez à Montréal, à Sherbrooke, à Rimouski, à Causapscal, à Edmunston, à Carleton, à Québec, à Shawinigan, à Granby ou même ailleurs il est là par l'intermédiaire de votre radio ou de votre télévision. Ne craignez rien, quelqu'un veille sur vous.

En terminant, un conseil: si cet article vous a déprimé allez donc voir un bon film à la *Place-Côte-des-Neiges* ou à la *Place Bonaventure* ou dans un des nombreux théâtres de *Power*. Il est là qui vous attend. "Partout, toujours, où que vous alliez . . ." Quoi qu'il en soit, ne dites surtout à personne qu'il existe une concentration des moyens de communication au Québec, on vous prouvera par mille subtilités "économico - juridico - trompe - impôts," (Jacques Guay dixit), qu'il n'en est rien. A bon entendeur, salut!

André Charbonneau

Jacques A. Lamarche

II

LA PRESSE QUÉBÉCOISE

Comme on le constate à la lecture du dossier sur la propriété des moyens de communication, l'information au Québec est, sauf exceptions, entre les mains de la haute-finance. Bien plus que dans la concentration, qui peut en certains cas être bénéfique, c'est là qu'est le danger réel.

L'emprise de la haute-finance

Certes, journaux et postes de radio et de télévision privés n'appartiennent pas tous aux mêmes individus. Mais, et c'est ce qui est grave, quelques bricoles mises de côté, ils sont la propriété de financiers qui participent au même Establishment, le grand Establishment nord-américain.

Relisez le dossier et voyez où nichent ces messieurs. Vous les retrouvez sur les mêmes conseils d'administration. Et encore vous n'avez ici que les postes qu'ils détiennent. Il est impossible, la loi étant ce qu'elle est, de savoir dans quelles compagnies ils ont des intérêts. Nous n'avons donc publié que le dessus de l'iceberg.

Voyons voir. En ce qui concerne les journaux, la lutte est désormais engagée entre la haute finance, représentée par le groupe Francoeur-Desmarais-Power Corporation, et les rares publications indépendantes, c'est-à-dire qui ne sont pas de la famille *Trans-Canada*. Seuls deux grands quotidiens ne sont pas tombés encore entre leurs mains, *Le Soleil*, entreprise familiale de type classique, et *Montréal-Matin*, journal de parti, en l'occurrence l'Union nationale. Restent aussi un quotidien de tirage moyen, qui monte, *Le Journal de Montréal*, un petit quotidien qui se fait les dents, *Le Journal de Québec*, et trois quotidiens vacillants à qui cet autre financier, le ministre des Postes, Eric Kierans, a porté un coup qui pourrait être mortel, *Le Droit*, *L'Action* et *Le Devoir*. Ces derniers ne sont pas de sérieux concurrents, surtout les deux premiers qui s'adressent à une clientèle spéciale. Seuls *Montréal-Matin*, *Le Soleil* et *Le*

Journal de Montréal, peuvent, jusqu'à un certain point, offrir aux lecteurs une alternative.

Montréal-Matin, malgré certains efforts d'impartialité, demeure un journal partisan et *Le Journal de Montréal* n'a pas une équipe permettant de donner présentement une information au-dessus du fait divers, domaine dans lequel les journaux *Trans-Canada* excellent. En définitive seul *Le Soleil* brise ou du moins pourrait briser le monopole d'information dans la presse écrite quotidienne.

L'objectif: acheter ou écraser

Le groupe Francoeur-Desmarais-Power Corporation est intéressé à acquérir *Le Soleil* qui n'est, semble-t-il heureusement, pas à vendre. Pour l'instant, *Montréal-Matin* est intouchable. Quant à Pierre Péladeau on aimerait bien l'écraser comme on est en train de le faire avec Berthold Brisebois. On a vu apparaître *Télé-Presse*, *Spec*. On a vu également *La Patrie*, *Le Petit Journal* et *Photo-Journal*, donner un violent coup de barre vers le "sensationalisme" et attaquer les hebdomas de Péladeau et Brisebois sur leur propre terrain. En ce qui concerne Brisebois, l'opération est en fait assez simple. Il suffit de lui retirer en même temps la distribution de *La Patrie* et de *Dimanche-Matin* pour le mettre en dangereuse posture.

La bataille, on le voit, est aussi engagée au niveau de la distribution, le groupe Francoeur-Desmarais-etc. possédant deux compagnies de distribution, les messageries de *La Presse* et du *Petit Journal*.

En matière de presse électronique, la situation est à la fois plus claire et plus confuse. Plus claire parce que tous les postes privés importants appartiennent à des financiers. Plus confuse parce que les ondes sont publiques, qu'elles sont de juridiction fédérale, que Radio-Canada existe et que Radio-Québec se cherche. Radio-

PROPRIÉTÉ DE LA HAUTE-FINANCE

par

Jacques GUAY

Canada ne fait pas le poids en termes d'écoute. Mais Ottawa se désintéresse du contenu et ne s'inquiète pas trop des concentrations dans lesquelles on voit un excellent moyen d'endiguer la menace américaine le long des frontières anglo-canadiennes. Et Radio-Québec est toujours dans les ténèbres. Nous reviendrons là-dessus.

Ailleurs: les concentrations de presse sont voulues pour elles-mêmes

Notons au départ, pour dissiper toute velléité de minimiser l'importance ou la gravité du problème ou de se rassurer, que le type de propriété des entreprises de presse est différent de celui qui existe dans les concentrations de presse qu'on cite habituellement en exemple en Allemagne ou en Angleterre.

On sait qu'en ces pays les grands maîtres des journaux se permettent de publier des feuilles de diverses tendances et respectent la diversité des idéologies. Pour, bien sûr, écrémer le marché, vendre à tous les lecteurs possibles. Dans certaines limites cependant, qui sont celles qu'on ne peut franchir sans mettre en cause un ordre social qui est leur oxygène.

Il s'agit là de gens qui ont voulu faire de l'argent en publiant d'abord des journaux. Leur seul but est donc, répétons-le, de vendre le plus grand nombre de journaux possible, de contenter tout le monde. Pourvu qu'ils n'alimentent pas la révolution véritable.

Ici: Un instrument pour protéger d'autres intérêts

Ici c'est différent. Sauf exception (je pense particulièrement à P. Péladeau), les maîtres de l'information sont d'abord des financiers qui ont construit et construisent leur fortune ailleurs que dans la presse écrite ou parlée. Il ne leur suffit pas de protéger un minimum d'ordre social. Ils ont des intérêts. Dans tout.

Ainsi on peut concevoir qu'un journal appartenant à Lord Thomson of Fleet appuie, si ce n'était fait, l'étatisation de l'électricité. Il est inconcevable que *La Presse* favorise l'étatisation des courses de *Blue Bonnets* ou une enquête sur l'exploitation des forêts.

La situation est brutalement la suivante: la presse du Québec appartient aux maîtres du Québec. Les noms français des "contremaîtres" ne sont qu'un leurre qui ne peut prendre que les nationaux aveugles, les naïfs ou les hypocrites. Regardez, je l'écrivais précédemment, où nichent ces messieurs. Ils sont en conflit d'intérêt avec toute information intelligente ou vraie sur les problèmes actuels du Québec, colonie à l'intérieur du Canada et colonie tout court des Etats-Unis.

Nos maîtres possèdent nos forêts, nos mines, nos banques, nos compagnies de finance, nos distilleries, nos brasseries, nos maisons même si nous sommes locataires dans ces nouvelles cages de luxe qu'on daigne nous construire dans leurs villes. Nos maîtres possèdent aussi nos supermarchés, nos centres commerciaux, nos autobus. Et ils possèdent nos journaux et nos postes de radio et de télévision. Sans oublier nos cinémas et bientôt nos satellites.

Ce sont eux qui ont acheté mission de nous informer, de nous renseigner, de faire de nous des citoyens libres, ce qui est le seul but de la presse, du moins d'une véritable presse.

Faut-il encore nous étonner qu'ils aient choisi de nous donner du sang et des jeux, c'est-à-dire du fait divers, du sport et du spectacle?

Le joug des agences d'information

Et sans vouloir noircir un tableau déjà assez sombre, soulignons que notre presse, parlée ou écrite, est aussi sous le joug des agences de presse.

Il y a d'abord la plus irréfléchie des agences, pour ne pas employer

de termes grossiers, l'U.P.I., prononcez Upiaye!, (*United Press International*), à laquelle ont recours les journaux qui ne peuvent s'offrir mieux. C'est à cette agence que s'abreuvent, entre autres, *Le Journal de Montréal* et *Montréal-Matin* (qui depuis quelque temps atténue les faussetés de cette agence en recourant à l'A.F.P., l'Agence France-Presse).

U.P.I. c'est tout simplement pourri. *Canadian Press* c'est à moitié pourri, la moitié française, et au moins la moitié de la moitié anglaise. Les autres agences, *Reuther*, *Associated Press*, A.F.P. ont chacune leur faiblesse. Elles sont d'autant plus fiables que la nouvelle qu'elles diffusent ne concerne pas leur pays respectif, l'Angleterre, les Etats-Unis et la France.

Pour pouvoir dégager la bonne nouvelle de l'autre, utiliser de façon convenable le fouillis d'informations, fausses, vraies ou tronquées, que crachent sans cesse les téléscripteurs, il faut de très bons journalistes bien au fait des sujets que l'on abandonne habituellement au "fil" des agences: la nouvelle pan-canadienne et surtout la nouvelle internationale. Ces hommes sont peu nombreux et ceux parmi eux qui ont encore le feu sacré encore plus rarissimes.

Le résultat brutal: nos journaux et postes de radio et de télévision nous noient quotidiennement sous le flot de propagande des agences de presse.

On pourrait, bien sûr, créer une agence de presse québécoise. Le sujet en soi est trop vaste pour le vider ici. Notons seulement qu'au départ il faut penser au coût, en argent et en individus, d'une telle entreprise si on veut vraiment grâce à elle se libérer entièrement des agences.

Y a-t-il, quelque part, un espoir d'échapper à l'emprise de la haute-finance et des agences d'information sur notre presse parlée ou écrite? Il faudra reparler une autre fois de ces agences d'infor-

mation. Le problème est complexe et exige d'être étudié plus à fond.

Les agences gouvernementales

A part le contrôle de l'Establishment financier, il faut noter qu'il existe une autre forme de propriété, en apparence plus populaire, l'information gouvernementale. A savoir: *Radio-Canada*, *Radio-Québec* et l'O.I.P.Q. (*Office d'information et de publicité du Québec*).

Hélas! présentement ces organismes ne sont pas une alternative à la menace d'une presse oppressive qui n'est qu'un instrument de propagande que se sont donnés les maîtres du Québec.

Face au véritable problème du peuple québécois, sa condition de colonisé, ces organismes gouvernementaux réagissent de la même façon que la presse privée.

Organe du gouvernement fédéral, *Radio-Canada* a pour mission de sauvegarder, de développer, d'assurer, de créer l'unité nationale. Donc de donner une information apparemment impartiale tout en évitant de favoriser une prise de conscience du Québec qui pourrait déboucher sur une solution qui irait à l'encontre d'une unité nationale qui n'est qu'une consécration du statu quo. Ce pays doit exister à tout prix, c'est-à-dire au prix de l'exploitation des Québécois puisqu'il est impossible de sortir de cette exploitation sans remettre en cause le pays tel qu'il existe.

L'O.I.P.Q. d'autre part, n'est, à toute fin pratique, qu'une officine de propagande du gouvernement québécois. Elle ne donne comme information que ce que ce bon gouvernement décide de donner à son bon peuple. Et quand elle veut être vraiment efficace c'est sa face publicitaire qui agit.

Radio-Québec, dont on ne sait rien sinon qu'elle existe, n'offre pas au départ de meilleures garanties d'impartialité. Elle n'est pas plus indépendante du pouvoir. C'est au fond la même forme de propriété. Les financiers ont leur presse et le gouvernement la sienne. Et ce gouvernement est celui des financiers. Il ne tient pas

plus qu'eux à informer la population dans le sens où nous l'avons défini plus haut, c'est-à-dire à la rendre plus libre.

Ce gouvernement québécois, de nom, non seulement refuse de prendre une position claire et catégorique sur la situation du peuple québécois face à ses maîtres canadiens ou américains, il ne le peut pas tout simplement. Lui-même leur appartient. Pour assurer sa réélection et, ce qui plus est, pour se financer.

Comment sortir du marasme de l'information?

Il n'y a pas de solution unique et définitive à ce marasme de l'information. Les journalistes dignes de ce nom doivent se battre à l'intérieur des entreprises de presse pour assurer le respect du droit à l'information des lecteurs. Pour ce faire, ils devront se battre en premier lieu dans leurs propres syndicats afin que ceux-ci ne se contentent pas de protéger leur beurre.

Il faut aussi livrer une longue lutte au gouvernement québécois pour qu'il donne à ses journalistes de l'O.I.P.Q. et de *Radio-Québec* le minimum de liberté indispensable à l'exercice sérieux de leur métier.

Enfin il faut que se crée au plus vite une presse, écrite et parlée, qui ait une autre forme de propriété, une presse qui appartienne davantage au peuple soit par la création de coopératives, soit en faisant appel aux mouvements populaires, syndicats, associations de citoyens, etc.

Il faut briser au plus tôt ce mur d'une information à sens unique. Dans quelques années il sera trop tard. Nous serons entièrement abrutis.

La révolution tranquille est bien morte. La réaction est déjà parmi nous. Au nom du réalisme et de l'efficacité, nos maîtres auront bientôt tué la liberté. Sans que nous nous en rendions vraiment compte.

Jacques GUAY

III

LE JOURNAL

Le phénomène de la concentration des entreprises de presse existe déjà depuis plusieurs années ailleurs dans le monde, notamment aux Etats-Unis, en Angleterre, en France et même au Canada anglais.

D'ailleurs, il s'agit d'une tendance qui touche presque toutes les branches majeures de l'industrie et du commerce, et qui se traduit par la concentration dans moins en moins de mains de plus en plus d'entreprises.

La meilleure et la pire des choses

Les journalistes ont-ils raison de craindre le conglomerat qui est en train de se constituer au Québec?

Parce que ce phénomène, loin de toujours s'avérer dommageable dans les pays où il existe, s'est souvent révélé bénéfique pour l'information en général et pour les journalistes en particulier, je préfère en dire ce qu'Esopé disait de la langue: ça peut être la pire et la meilleure des choses.

Ça peut être la pire des choses si le conglomerat élimine toute concurrence pour devenir un monopole de toutes les entreprises qui comptent en matière de journalisme écrit et audio-visuel; si les magnats de la presse se contentent de faire le plus d'argent possible, même au prix de la qualité et de l'amplitude de l'information: si ce pouvoir parallèle devenait une véritable menace au droit du public à l'information et faussait le système démocratique de notre société.

Mais ce phénomène pourrait aussi être la meilleure des choses si les propriétaires du conglomerat se refusaient - ou étaient empêchés - de constituer un monopole et si, surtout, ils décidaient d'utiliser leur puissance financière pour rendre encore plus perfectionnés les organes de presse actuels, hausser le nombre et la compétence du personnel journalistique et améliorer la qualité générale de l'information afin de mieux servir le public.

JOURNALISME EST-IL CONDAMNÉ?

par

Marcel ADAM

Les inquiétudes des journalistes

Or, devant ce qui se passe actuellement au Québec, l'inquiétude des journalistes est de deux ordres. La première est altruiste: ils voient dans l'accaparement des entreprises de presse par des financiers dont les préoccupations sociales restent indéfinies une grave menace pour la liberté et la qualité de l'information. La seconde est plus égocentrique: ils sont angoissés à la pensée que leur sécurité professionnelle est menacée du fait que si, éventuellement, un seul patron contrôle toutes les entreprises de presse, ils seraient obligés de changer de métier en cas de difficultés.

Comme le phénomène de la concentration est nouveau au Québec, les journalistes peuvent difficilement démontrer le bien-fondé de leurs craintes, car les nouveaux maîtres de la presse n'ont pas encore véritablement fait sentir leur influence sur les salles de rédaction.

Il y a eu certes l'incident pénible du *Petit Journal*, de *Photo-Journal* et de *Dernière Heure* (propriétés aussi du consortium Desmarais-Power) où, sous prétexte du changement de mains, tout le personnel rédactionnel a été mis à pied, l'automne dernier, à la veille des Fêtes, et réengagé après trois jours d'angoisse et de négociations. Il y a eu aussi la longue négociation collective entre la direction de *La Presse* et le syndicat des journalistes. Mais dans les deux cas - et quelques autres de moindre importance - il est présomptueux d'attribuer ces difficultés au phénomène de la concentration, car l'expérience montre qu'il en survient de semblables dans tous les types courants de propriété capitaliste.

Affirmer à première vue, comme le font plusieurs journalistes, qu'un conglomérat de la presse est fatalement nuisible pour la qualité de l'information, c'est attribuer à la propriété dis-

persée des entreprises de presse des vertus qu'elle n'a pas toujours et, dans certains cas, jamais eues.

On se souvient qu'avant la révolution journalistique survenue à *La Presse* en 1958 - et les répercussions que celle-ci eut sur toute l'industrie journalistique du Québec, - la quasi totalité des journaux (à l'exception du *Devoir*) étaient gris, superficiels, sans nerf et domestiqués par les pouvoirs politiques et religieux; de plus les journalistes étaient considérés par les propriétaires de journaux et le public l'était également par la pauvre information qu'il recevait.

Certains soutiendront que depuis quelques années la qualité de la presse en général régresse, en même temps qu'elle a perdu une certaine agressivité. C'est vrai. Mais ce recul est antérieur au phénomène de la concentration - la preuve, des journaux encore indépendants sont aussi atteints dans une certaine mesure au niveau de l'information.

Argent d'abord, journalisme ensuite

La qualité actuelle et discutable des journaux québécois peut s'expliquer de diverses manières, mais, à mon sens, elle tient au fait que, comme tous les secteurs de la société québécoise, après avoir connu l'effervescence un peu folle de la révolution tranquille, la presse fait une halte. Aussi je ne crois pas qu'on puisse en faire grief au phénomène de la concentration.

L'aspect le plus inquiétant de la situation qui est en train de se créer au Québec est celui-ci: les entreprises de presse sont achetées par des financiers dont les mobiles restent inconnus. La seule intention "sociale" que l'on pourrait peut-être leur prêter, c'est peut-être celle de vouloir endiguer la montée nationaliste (c'est-à-dire indépendantiste) ou encore empêcher que l'idée socialiste ne prenne de l'ampleur.

Même si quelques signes insolites ne suffisent pas pour étayer solidement un procès d'intention, ils suffisent néanmoins à entretenir à l'endroit de ces transactions - jamais expliquées et interprétées adéquatement dans les journaux de la chaîne - une suspicion bien compréhensible sur ce qui pourrait advenir si jamais un tel conglomérat décidait de faire du quatrième pouvoir une cinquième colonne politique.

On penserait moins à ce danger si le consortium actuel ne se limitait qu'à la presse écrite: la présence d'une information libre à la radio et à la télévision empêcherait de manipuler trop radicalement l'information. Mais comme le conglomérat commence à déborder dans le domaine de la radio et de la télévision, plusieurs régions de la province risquent d'être éventuellement en présence d'un monopole où l'information pourrait être manipulée - c'est-à-dire là où Radio-Canada n'est pas établie. Mais ici entre principalement en cause l'aspect politique de l'affaire, ce que doivent prendre en considération le comité de l'Assemblée nationale et celui du Sénat récemment créés.

Et la liberté de la presse?

Les journalistes qui prennent ombrage de ce qui se passe actuellement dans leur profession entretiennent aussi un autre motif d'inquiétude, celui-là au sujet de la liberté de la presse. Ils pensent que ces propriétaires du nouvel empire, qui ont des intérêts dans une multitude d'entreprises qui n'ont rien à voir avec l'information, seront plus tentés de vivre en amitié avec les gouvernements qu'en inimitié - rôle auquel sont inévitablement condamnés les journaux qui sont les véritables chiens de garde du peuple.

La diversité et la multiplicité des intérêts à protéger et à promouvoir obligera les propriétaires de la chaîne (qui ne seront jamais rappelés à leur devoir par des concurrents) à poursuivre un

lobbying politique qui ne s'harmonise absolument pas avec les exigences d'une presse qui, si elle est ce qu'elle doit être, ne laisse aucun pouvoir en repos.

Ce danger n'existerait probablement pas si le groupe Desmarais-Power, à l'instar des chaînes américaines, n'avait des intérêts que dans des entreprises de presse; comme elles, il serait indépendant et pourrait conserver ses distances vis-à-vis les gouvernements.

Le phénomène de la concentration porte en lui une autre grave menace pour la qualité de l'information. On sait que les financiers qui dirigent le conglomérat ont le souci du rendement optimum de leurs entreprises et ils choisissent leurs champs d'action en fonction de cet objectif.

Or, comme le rendement optimum est directement proportionnel à l'expansion du marché et à la réduction des coûts de production, la tentation sera grande, d'une part, de se complaire dans la satisfaction des goûts du public plutôt que de ses besoins, donc de mettre l'accent sur le divertissement et le sensationnalisme afin d'atteindre la masse des lecteurs; et, d'autre part, de réduire au maximum les dépenses en réduisant le personnel rédactionnel et en coupant le surtemps pour se rabattre sur des textes au rabais de pigistes ou d'agences de presse étrangères qui ont rarement une valeur essentielle.

Ce souci d'économie, s'il est poussé dans la direction que l'on craint, attentera fatalement à la qualité de l'information puisqu'il forcera à freiner (c'est déjà commencé) la tendance moderne à la spécialisation (coûteuse) des journalistes, pour ne couvrir les événements qu'en surface, par un recours abondant, peu utile et souvent trompeur, aux communiqués, aux conférences de presse et aux diners-causeries.

Le danger de l'auto-censure

Sans parler de l'uniformisation néfaste de l'information qui s'en suivra si la vertu d'économie des nouveaux propriétaires de journaux est poussée jusqu'au vice, lequel consisterait à alimenter tous les journaux frères de la copie carbone des textes d'un unique correspondant à Ottawa et à Québec ou des reporters vedet-

tes de quelques salles de rédaction.

Et que dire du danger de l'uniformisation dans tous les journaux des orientations idéologiques et même de la pensée éditoriale, quand elle existe?

Même en supposant que toutes les craintes des journalistes énumérées plus haut à l'endroit de la concentration ne soient pas fondées et que le nouveau consortium de la presse se révèle aussi soucieux que les journalistes de la liberté de la presse et de la qualité de l'information, le phénomène de la concentration aura quand même un effet plus ou moins négatif sur la presse.

Car même si les nouveaux propriétaires pratiquaient une politique de non-intervention au niveau rédactionnel et laissaient les journalistes travailler au meilleur de leur compétence et de leur conscience, ceux-ci, parce que la presse ne sera plus contrôlée que par un ou deux grands patrons, deviendront exagérément self-conscious, circonspects, prudents dans la recherche et le traitement de la nouvelle, de peur de se trouver en conflit avec un patron qui sera capable de les obliger à changer de profession en cas de conflit (le syndicat ne protège pas d'une manière absolue contre la persécution).

Dans un tel contexte, les journalistes compétents et animés de quelques principes fondamentaux préféreront quitter la profession et les jeunes de qualité ne songeront pas à s'y engager; éventuellement il ne restera peut-être qu'une majorité d'incapables, ou d'hommes trop âgés pour se lancer dans une autre carrière, ou d'ambitieux capables de toutes les compromissions pour obtenir les avantages et le prestige d'une quelconque promotion.

Même si des journalistes de qualité choisissent d'y rester et même de s'auto-censurer parce qu'ils y verront un moindre mal que de laisser la pratique de ce métier aux fonctionnaires ou aux imposteurs de l'information, cela ne réussira pas à régénérer ce qui serait déjà dégénéré.

Aspects positifs de la concentration.

Certains penseront que j'ai tendance à peindre en noir une situation future qui pourrait bien

s'avérer plus rose. Aussi, je ne voudrais pas passer sous silence les nombreux aspects positifs que contient en puissance le phénomène de la concentration de la presse.

Si les propriétaires de la nouvelle chaîne de journaux suivent l'exemple de leurs semblables américains et anglais en ce domaine, ils ne lésineront pas sur la qualité et la liberté de la presse. Car ils comprendront que l'avenir et la rentabilité de l'industrie sont à ce prix.

Par exemple, Lord Thomson of Fleet, qui contrôle une chaîne de quelques 250 journaux anglais, américains et canadiens, s'il considère cyniquement que l'information est une matière qui doit remplir les espaces entre les annonces commerciales, croit cependant qu'il est rentable de laisser la plus entière liberté à ses journaux et de payer très cher pour obtenir une bonne information ou embaucher un journaliste compétent.

De même l'Anglais Cecil King, président de l'International Publishing Corporation, la plus importante chaîne de journaux au monde, qui disait, devant l'American Society of Newspaper Editors, en 1967, à Washington, que l'amélioration de la qualité du journalisme "n'est peut-être pas immédiatement rentable", mais qu'elle assurera à long terme "le salut de l'industrie".

"L'annonceur, ajoutait M. King, trouvera d'autres moyens de promouvoir son entreprise si les journaux cessent d'être lus avec avidité et perdent leur statut auprès du lecteur".

"Le meilleur moyen, en fait le seul moyen d'améliorer un journal, poursuivait-il, est de produire et d'engager de meilleurs journalistes. Cela signifie que les salaires payés aux meilleurs hommes doivent être compétitifs avec ceux payés dans les media concurrents. Cela signifie qu'il faut insuffler aux journalistes le stimulant dont ils ont besoin pour donner le meilleur d'eux-mêmes".

Qualité: garantie de longévité et de rentabilité.

Dans le même ordre d'idée, le correspondant à Londres du journal *Le Monde* (et du *Devoir*) démontrait en avril qu'en An-

gleterre la situation confirme ce que disait Cecil King.

Parlant de la désaffection du public anglais à l'endroit des journaux au profit de la télévision, M. Pierre soulignait qu'elle "vise essentiellement les journaux dits de 'mass circulation'" alors que les journaux dits 'de qualité' ont accru leur tirage (ces deux dernières années), bien que leur prix de vente soit plus élevé".

"Sur le plan rédactionnel, poursuivait M. Pierre, la tendance générale est à l'amélioration de la qualité". Même les "journaux 'populaires' s'efforcent d'offrir à leurs lecteurs un plus grand nombre d'articles mieux documentés, visant à satisfaire l'appétit de connaissance que la brève nouvelle entendue au transistor et l'image sur l'écran ont stimulé. . . En définitive, en Grande-Bretagne comme ailleurs, la qualité finit par être payante".

La concentration des journaux, qui amènera inévitablement une meilleure administration des entreprises et les rendra ainsi plus rentables, peut susciter un renouveau sans précédent dans la qualité de l'information, si les nouveaux propriétaires sont conscients de leur intérêt, même le plus égoïste. Car ils sont aujourd'hui capables de faire d'une pierre deux coups: améliorer la qualité journalistique des journaux et assurer — je dirais même accroître — en même temps la longévité et la rentabilité de ceux-ci.

L'un ne va pas sans l'autre. Si les propriétaires du nouveau consortium et ceux qui les conseillent, ne devaient pas comprendre ce qui est depuis longtemps évi-

dent pour toutes les chaînes qui ont réussi, non seulement l'avenir de l'information au Québec ne sera pas rose, mais celui des entreprises de presse ne vaudra pas cher à côté d'une radio-télévision qui talonne déjà dangereusement la presse écrite dans le domaine de l'information.

De nouveaux types de propriété.

Si les appréhensions des journalistes devaient se matérialiser, il faudra se hâter - il est même déjà tard - d'étudier d'autres types de propriété des entreprises de presse. Il faudra alors surmonter certains préjugés qui empêchent de réfléchir froidement chaque fois qu'il est question d'une participation quelconque de l'Etat en matière d'information - comme s'il était moins dangereux de laisser aux mains d'intérêts financiers particuliers et souvent égoïstes un domaine aussi vital que l'information que dans celles d'une entreprise s'inspirant de la formule de Radio-Canada mais appliquée à la presse écrite. Serait-ce plus dangereux que de laisser à l'entreprise privée seule la jouissance de la liberté de la presse, sans que le public, de qui lui vient cette liberté ne puisse jamais et en aucune manière faire respecter son droit à l'information?

De plus, est-il plus dangereux de confier à une entreprise de la Couronne la publication d'un journal d'information que d'avoir laissé à Radio-Canada, depuis ses origines, le droit d'informer et de commenter?

Quel homme sérieux trouvera vraiment à se plaindre, malgré

des hauts et des bas qui tiennent plus à la qualité de certaines personnes en place qu'aux structures, de la qualité générale, à long terme, de l'information à Radio-Canada? Son action passée n'est-elle pas reconnue comme un des moteurs essentiels de la révolution tranquille? Et sa liberté d'action n'est-elle pas enviée à l'étranger, notamment aux Etats-Unis et en France?

Comme la complexité de la vie en société devient à ce point excessive qu'elle risque d'essouffler éventuellement les entreprises de presse privées qui voudront renseigner adéquatement le public, ne faut-il pas penser à quelque moyen de mobiliser sans trop de risques les fonds publics dans le domaine de l'information écrite?

Cette formule, comme plusieurs autres qui sont proposées de temps à autre, mériterait d'être explorée objectivement et sans passion, au moment où les entreprises privées de presse subissent une mutation qui remet en cause toutes les traditions et tous les principes de base en matière d'information.

Il reste à souhaiter qu'il se trouve des hommes imaginatifs qui sauront insuffler une nouvelle vie à la presse écrite, non pas en détruisant ce qui existe déjà de valable, mais en inventant des formules nouvelles de propriété des journaux et d'exercice du journalisme qui raviveront ou susciteront une concurrence sans laquelle toutes les entreprises parviennent difficilement à maintenir leurs standards de qualité.

Marcel ADAM

POSTEZ CE COUPON DES AUJOURD'HUI

VOUS POUVEZ NOUS AIDER A NOS FRAIS

Que diriez-vous de devenir représentant de votre revue durant vos loisirs? Personne mieux que vous ne peut faire connaître **MAINTENANT** et contribuer à sa diffusion dans votre localité ou votre région.

Vous pouvez également vous faire un revenu intéressant tout en passant des moments fort agréables.

Si notre offre vous intéresse, vous n'avez qu'à poster le coupon ci-dessous. En retour, vous recevrez le guide du représentant de **MAINTENANT** qui vous donnera tous les renseignements utiles.

Service des représentants
Revue Maintenant
2715, Chemin Côte-Ste-Catherine Montréal 250

Veuillez m'adresser tous les renseignements relatifs au système de représentation de **MAINTENANT** et le Guide du représentant.

Nom

Rue (ou case postale) app. ..

Ville Zone

AUTRES SOPHISMES

3ÈME SENTENCE: "Nous vivons à l'âge des grands ensembles"

Les idées indépendantistes risquent en effet d'être rétrogrades à l'âge des marchés communs, des fédérations d'Etats nationaux, des organismes internationaux, des pactes militaires de style OTAN ou de Varsovie. J'observe aussi que ce genre d'argumentation finit toujours par se prolonger en un vibrant plaidoyer en faveur de l'internationalisme et de l'oecuménisme. Fort curieusement les grands ensembles, l'internationalisme, l'oecuménisme, ont partie liée et se reconnaissent souvent à leur complicité avouée ou non à masquer leur instinct de puissance et de domination. Il faut être naïf pour ne pas voir comment dans les faits l'oecuménisme du Vatican se réduit habituellement à une tentative de romanisation, comment l'internationalisme des USA n'est rien d'autre qu'une américanisation des pays satellites. Demandez aux tchécoslovaques ce que signifie le grand ensemble de Varsovie? A mon sens, je crains que ce qui s'appelle la Confédération canadienne ne soit une longue et patiente entreprise d'anglicisation. Les grands ensembles n'ont de chance de réussite que s'ils respectent les unités participantes. Mais malheureusement l'histoire mondiale — et celle des empires politiques ou économiques — démontre que l'intérêt des grands ensembles est toujours celui du plus fort; et je comprends l'illogisme des tenants, chez nous, de la théorie des grands ensembles, à vouloir refuser par contre le marché commun dont parlait le MSA. Ils y perdraient trop de puissance!

Il serait utile ici de se rappeler que l'ensemble présuppose l'élément, comme le groupe l'individu. Or le Canada à dix est une fable inventée de toute pièce pour endormir la "Belle province" rebelle. Economiquement, culturellement, historiquement, le Canada est un ensemble qui se réduit très vite à deux; et encore . . . Avec l'entreprise calculée

d'anglicisation à laquelle nous assistons, on pourrait croire que cet ensemble tend à l'uniformité sinon à l'unité. La partie est belle si on songe que politiquement et psychologiquement, le Québec n'a pas d'existence souveraine. En effet nous avons reçu en partage un demi-Etat à qui manquent les pouvoirs essentiels de représentation internationale et de taxation; notre économie nous échappe et notre langue est structurée selon une syntaxe anglaise et un lexique indo-joual et franglais. Et nos symboles collectifs sur lesquels nous pourrions réfléchir notre identité nationale sont absents: on nous refuse un Etat où investir nos projets d'avenir pendant que nous cotoyons quotidiennement des objets "made in France", "made in Japan", "made in USA", "made in London", "made in West Germany" etc . . . Rien de "made in Quebec", sauf notre folklore, nos chansons, la cuisine française, les souvenirs sculptés des frères Bourgault, nos antiquités. Bref la réduction à l'état de "réserve indienne" et au mode d'être tronqué! Autant avouer que nous avons été expulsés avant d'avoir habité, que nous avons parlé la langue de l'autre avant d'avoir balbutié la nôtre, que nous avons vécu en mémoire de n'être pas, que nous avons oeuvré avant d'avoir formulé des intentions, en un mot que nous avons la démarche avant d'avoir appris à marcher.

La question *préalable*, par conséquent, qui se pose, antérieure à tout ce qui se nomme droits acquis, respect des minorités, bilinguisme, unité pan-canadienne, est donc la suivante: voulons-nous nous autodéterminer à l'indépendance politique et culturelle ou non? Voilà le fond du problème, la chose essentielle à décider d'abord et à ne pas escamoter. Si le Québec répond *non*, il ne nous restera plus qu'à nous assimiler et à envahir les écoles Berlitz pour apprendre l'anglais.

4ÈME SENTENCE: "Avec le Bill des Droits de l'homme, ça va changer"

Voici les mots magiques: la commission B-B, le bilinguisme, le bill des Droits de l'homme! De l'utopie pure! Le citoyen de Vancouver n'est pas plus intéressé que l'habitant du lac St-Jean au bilinguisme. Et c'est normal; le contraire serait inquiétant.

Je n'insiste pas trop sur cette question. Elle a déjà fait couler assez d'encre, provoqué assez de discours, suscité suffisamment de mémoires et de rapports, occupé abondamment les linguistes, les psychologues, les neuro-physiologues, les psychiatres, les sociologues,

les politiciens. Je n'ai plus le courage de n'y rien ajouter.

Une seule remarque cependant. Le bilinguisme, à mon sens, c'est une invention d'intellectuels à l'état pur pour consommation interne. Car le peuple, je veux dire l'enfant, l'ouvrier, la mère de famille, le déshérité social, le chômeur, le pauvre, le vieillard, le peuple donc n'est capable que d'une langue. Il ne peut se payer le luxe d'être linguistiquement dualiste; il a assez de peine à être moniste. J'aimerais savoir com-

S E L'ESTABLISHMENT

par Guy Allard

bien d'ouvriers russes de la Compagnie Coca-Cola de Moscou parlent l'anglais? ou encore combien d'ouvriers américains de la Compagnie Volkswagen de New-York parlent l'allemand? C'est en rapport à cette situation très concrète que le bilinguisme risque d'être utopique. Que des directeurs, des actionnaires ou des chargés de relations publiques des grandes entreprises soient bilingues, voire même polyglottes s'ils le veulent, rien à objecter! Mais je trouve que c'est trop de luxe pour un peuple; il n'y est pas habitué. On trouvait autrefois admirables la facilité et la maîtrise avec lesquelles Pie XII maniait les langues. Il en connaissait sept, disait-on. Fort bien, mais il n'est jamais venu à l'esprit d'aucun gouvernement italien d'imposer le multi-linguisme aux habitants de la péninsule.

Incontestablement le bilinguisme est un enrichiss-

ment, un élément de culture. Or il s'agit précisément, dans le cas qui nous occupe, d'une culture à sauver: la culture française du Québec. Entendons-nous: préserver la culture française, non pas du président de compagnie ni celle de la bourgeoise canadienne-française qui a épousé un anglo-saxon, mais celle du *peuple*. Et le peuple, avant de s'enrichir au contact des autres cultures, a un besoin impérieux de s'identifier à sa culture propre d'abord. Je vais mieux à la rencontre de l'autre dans la mesure où j'ai une meilleure conscience de moi-même; comme à l'inverse, l'autre peut être un précieux médiateur de la connaissance de soi à condition toutefois qu'il n'ait pas juré ma perte et mon anéantissement.

D'ailleurs il y a belle lurette que les "canadians" nous ont fait la preuve de l'impossible bilinguisme.

5ÈME SENTENCE: "Les indépendantistes sont des racistes"

Oui s'ils en faisaient une question de race. Mais ce n'est pas le cas. C'est une affaire de *langue*: ils demandent à tous ces néo-québécois de parler la langue de la majorité. Pour une fois que les anglais et néo-québécois avaient la chance d'être bilingues, ils viennent de la rater.

D'autres néo-québécois, particulièrement les juifs, nous servent sur un beau plateau d'indignation, l'argument du fascisme. Et dieu sait qu'ils ont un flair spécial pour dépister cette sorte de calamité. Il y aurait donc du fascisme à l'oeuvre sous les revendications de certains mouvements indépendantistes. Mais je n'arrive pas à voir comment un petit peuple qui demande son état national soit sur le chemin du nazisme. Dans ces conditions, il faudrait admettre que le Biafra, Cuba, l'Etat d'Israël lui-même, sont rongés par ce virus.

L'absurdité même! Serait-il question ici de proclamer la supériorité de la race québécoise, ou encore de projeter l'invasion des USA ou du Canada anglais? Qui parle ce langage insensé parmi nous? Il y a longtemps que nous avons fait notre deuil de l'empire français d'Amérique. Nos désirs sont devenus raisonnables: nous réclamons seulement le Québec, à nous, pour nous, pour tous ceux qui veulent vivre avec nous, *comme nous*. Nous n'avons rien contre qui que ce soit; nos portes sont ouvertes à tous. Ce qui n'implique pas automatiquement que le Québec doive devenir une autre Athènes, une autre Rome, une autre Jérusalem, une autre Londres ni même un autre Paris. Si la minorité a des droits, la majorité aussi, et nos droits acquis depuis 1534 valent bien ceux des ilots néo-québécois.

Maintenant

FORMULE D'ABONNEMENT

VEUILLEZ RECEVOIR DU
SOUSSIGNÉ LA SOMME DE

À remplir et à adresser à :

MAINTENANT, 2715 Chemin Côte Ste-Catherine
Montréal 250 — Tél. : 739-2758

ABONNEMENT ORDINAIRE 1 AN	\$7.00	☐
" ÉTUDIANT	\$5.00	☐
" DE SOUTIEN	\$10.00	☐

À partir du mois de 19

AU NOM DE

ADRESSE

TEMOINS

RESPONSABLE: Richard Gay
REDACTEURS: Suzanne Asselin,
 Jean-Pierre Bélanger,
 Raymond Montpetit,
 Pierre Nepveu

LA CRISE DU TEMPS

L'expression "crise du temps" peut s'entendre de deux façons: elle peut signifier une crise déterminée, la crise du moment présent, notre crise; elle peut également désigner une crise qui porte sur le temps lui-même et concerne notre rapport avec lui. Nous voudrions suggérer, par les propos qui suivent, que plusieurs crises actuelles trouvent leur raison profonde dans un débat avec le temps, plus précisément dans une façon d'entrer en relation avec ce qu'on nomme la tradition.

L'HOMME DE LA "TRADITION"

L'observation du mode de vie des peuples montre que les cultures ont des visions dissemblables du temps, selon que l'accent est mis sur le passé, le présent ou l'avenir. Ainsi certains peuples valorisent le passé. Ils mettent alors toute leur fierté à respecter les coutumes, à répéter les rites, à agir encore maintenant selon les prescriptions des ancêtres, à consulter l'ancêtre parmi eux qu'est le "vieux" dont l'expérience est définie comme sagesse, à enseigner aux jeunes fables et légendes, etc. Ailleurs le passé ne semble pas revêtir un pareil intérêt; on vit au jour le jour, sans se préoccuper de conserver l'héritage ou de faire des prévisions de quelque sorte: comme chez ceux qui valorisent le passé, ces peuples sont portés à maintenir un "statu quo" mais davantage par manque de perspectives d'avenir que par jugement positif sur le passé.

L'HOMME TECHNOLOGIQUE

Si l'on regarde l'idéologie dominante autour de nous, on voit assez vite qu'elle n'entre dans aucune des deux catégories décrites ci-haut: des phénomènes tels le crédit, qui permet de disposer tout de suite d'argent à venir, ou les projections statistiques, qui dénombrent dès maintenant des réalités non encore advenues, dirigent notre vision du temps vers l'avenir. La temporalité de l'homme de l'ère technologique est axée sur le futur, dominée

qu'elle est par l'idée de progrès; d'où une valorisation de la jeunesse qui dispose d'un long avenir.

En effet, l'homme technologique est celui des grands projets en voie de réalisation, celui qui voit grand pour demain et se réjouit déjà parce que le bonheur n'est pour lui qu'une question de temps. Le progrès va d'hier à demain dans un ordre qualitatif croissant. Dans l'idée même de progrès se trouve implicitement un jugement négatif sur le passé; pour la mentalité technologique, le passé est le lieu des erreurs, du démodé et de l'inconfort. Le passé n'apparaît alors que sous l'aspect du dépassé et l'on ne s'y réfère que pour mesurer l'immense chemin parcouru; ainsi les différentes étapes du passé sont reléguées au musée pour qu'on puisse bien voir la marche du progrès à travers l'histoire.

L'homme technologique nous semble donc caractérisé par un rapport prédominant avec l'avenir. Il est l'homme du progrès pensé comme accroissement de l'efficacité; sur le plan univoque de l'efficacité, le passé est dévalué et sort toujours perdant.

L'HOMME TECHNOLOGIQUE CONTESTÉ

L'époque présente est marquée par un mouvement généralisé qui semble contester à titre premier cette vision technologique de l'avenir: certains ne sont plus du tout sûrs qu'ils veulent vivre dans le monde projeté par la technologie et doutent que le progrès se mesure à l'efficacité. Marcuse rappelle après Freud que "le bonheur n'est pas une valeur de la culture" et l'on se demande s'il n'y aurait pas moyen, par-delà l'efficacité du système, de revenir à quelque chose comme le bonheur des individus (le film d'Allio, *Pierre et Paul*, incarne bien cette problématique).

C'est au sein de cette mentalité technologique et à partir d'elle que se produit la contestation. On peut dès lors soupçonner que,

comme tous les mouvements qui se définissent par opposition, elle ressemble de quelque manière à ce qu'elle dénonce.

AUTORITE ET STRUCTURE: REFORME OU REJET?

Si l'on se demande ce qu'il y a de commun entre l'autorité et la structure pour que toutes deux soient les cibles de prédilection de la contestation, on découvre qu'autorité et structure sont des formes du passé parmi nous. L'autorité est représentée par ceux qui jadis étaient au bas de la hiérarchie et qui sont maintenant parvenus au sommet, ceux pour qui les jeux sont faits, qui ont été promus et mis en place, qui ont été investis par les détenteurs du pouvoir avant eux. De même la structure est quelque chose de légué par les prédécesseurs, quelque chose dont l'évolution semble difficile à cause d'une inertie presque constitutive; pensée en fonction du temps, la structure est ce que le passé a érigé ou maintenu, ce que la tradition nous impose encore aujourd'hui.

Dans l'idée de contestation il y a un rapport au temps: contester la structure et l'autorité comme telles, c'est dire que les solutions du passé ne sont plus valables pour l'avenir, c'est sortir du présent pour porter sur lui un jugement négatif et voir le futur comme exigeant une négation du "jusqu'à maintenant". Contester, c'est affirmer que le passé est révolu et le présent déchu par un genre de contamination à son contact, c'est refuser d'avoir recours à ce qui s'est fait "avant" comme norme du futur. C'est pourquoi la contestation ne demande pas quelle forme doit prendre l'autorité ou quelle structure nouvelle nous devons imposer, mais elle remet en question la nécessité de "l'autorité" et de la "structure".

CRISE DES VALEURS?

On a donc, à notre avis, trop vite fait de dire que la crise du temps est une crise des valeurs,

ou alors il faut bien préciser en quel sens nouveau on l'entend; il y a toujours une crise des valeurs à l'oeuvre du fait que la transmission du système des valeurs d'une génération à une autre ne va pas de soi et fait problème. A l'occasion de cette transmission, l'héritage est passé au crible et la crise traditionnelle des valeurs consiste à se demander lesquelles des valeurs établies par le passé seront retenues par l'actuelle génération. Aujourd'hui, ce qui est en cause n'est pas le tri, le choix parmi ce que le passé propose; ce qui est mis en question et contesté c'est le prérequis que le passé a quelque chose à nous dire, c'est cette démarche même qui cherche devant et derrière soi des lumières d'avenir. Le problème consiste moins à se demander "quelle valeur conserverons-nous?" que "avons-nous à prêter l'oreille aux dires du passé" et "avons-nous à penser dans des catégories comme valeur, autorité et structure?"

Demander à la contestation quelles structures elle préconise ou quelles valeurs sont les siennes c'est la questionner selon une mentalité qu'elle dénonce, dans des schèmes de pensée d'un passé qu'elle rejette, et donc lui poser des questions qui demeurent pour elle dépourvues de sens. C'est déjà accepter le passé que de poser le problème en termes de valeurs et de structures puisque "valeur" et "structure" sont partie intégrante d'une pensée traditionnelle. S'affranchir du passé exige d'aller jusque là et de renoncer aux anciennes questions posées depuis toujours.

LIEUX AIGUS DE LA CONTESTATION DU PASSE

Pareil mouvement de brisure avec les temps antérieurs n'est pas une réaction jamais vue, l'histoire de la pensée en témoigne: tantôt le refus du passé s'exprime par le rejet de telle classe sociale, la noblesse par exemple, qui possède une longue histoire, des ancêtres illustres et des résidences anciennes; tantôt ce refus prend la forme d'une révolte contre un système de pensée qui, à force d'être présent, finit par dégénérer en dogmatisme. Actuellement, la contestation du passé est très marquée dans deux institutions particulièrement identifiées à l'archaïque, l'Université et l'Eglise.

L'Université apparaît à l'étudiant un lieu par excellence "du passé", en particulier parce qu'on y retrouve autorité, hiérarchie, structures et superstructures; aussi parce qu'elle véhicule l'ensemble du savoir acquis et constitue une sorte de mémoire du passé, de réserve du savoir historique. Le refus de se mettre à l'écoute du passé trouve une de ses expressions les plus nettes dans le rejet parfois systématique du cours magistral.

Ces remarques s'adressent tout aussi bien à l'Eglise. Du point de vue de la "doctrine" le lien avec le passé est encore plus apparent. De par sa nature, il nous semble que l'Eglise a partie liée avec le passé. Elle représente aujourd'hui ce qui s'est passé "en ce temps-là", son action en est une de transmission d'un message ancien, ses gestes des répétitions faites "en mémoire" des actes posés à l'origine. Alors que l'Université peut transformer sa structure hiérarchique et mettre l'accent sur la recherche plutôt que sur l'acquis, même au niveau des étudiants, et prendre ses distances avec le passé, nous ne voyons pas comment une institution comme l'Eglise, qui trouve son sens profond dans un lien avec le passé, pourrait sous les coups de la contestation, renier la tradition. On a beau mettre l'accent sur l'espérance, celle-ci n'en trouve pas moins son fondement dans des événements qui ont eu lieu il y a déjà fort longtemps. Le refus d'entrer en relation avec la tradition se manifeste donc aussi par une désertion progressive des Eglises où le passé parle et donne sens à l'avenir.

La crise de notre temps est donc pour nous une crise relative au temps: le modernisme technologique ne sait plus quel pourrait être l'apport positif de la tradition ni comment le passé peut être autre chose que du dépassé, du non-efficace. On ne veut plus passer par l'histoire, et ce autant du côté de la technologie que du côté de la contestation.

LA TÂCHE RADICALE

Nous avons à nous demander si ce refus de tout témoignage du passé est bien le dernier mot de la contestation et le fond du radicalisme. Nous ne le croyons pas; au contraire nous voyons dans ce refus, dans cette négation pure et

simple du passé et de ce qui le représente, une des conséquences de l'emprise de la pensée technologique sur ceux-là mêmes qui la contestent. Le contestataire partage avec l'homme technologique une condamnation du passé, et bien qu'il rejette le critère de l'efficacité, il en vient, en ce qui concerne la tradition, à des résultats analogues. L'homme de la contestation rejoint en cela la mentalité technologique et l'on reconnaît par là que la contestation est bien un produit de cette mentalité, un "enfant de ce siècle". Si son radicalisme va jusqu'à refuser de poser les problèmes dans des termes hérités de la pensée antérieure, il ne va pas cependant jusqu'à chercher, par-delà la vision technologique et la vision traditionnelle, un nouveau rapport avec la tradition.

La tâche qui s'offre à une contestation radicale serait celle de renouer avec le passé selon une relation à inventer, de se mettre à une écoute non servile où le passé n'est pas maître mais interlocuteur. Cela suppose que l'on reconnaisse au passé une certaine actualité, une possibilité d'avoir aujourd'hui du neuf à dire; parlant de cette forme du passé parmi nous qu'est l'oeuvre littéraire, Barthes affirme "qu'une oeuvre est éternelle, non parce qu'elle impose un sens unique à des hommes différents, mais parce qu'elle suggère des sens différents à un homme unique". ((*Critique et vérité*, p. 51.) C'est parce qu'il est vu d'un présent sans cesse différent que le passé nous parle sans cesse différemment et que la tradition a toujours quelque chose de neuf à faire entendre à celui qui se tourne vers elle. Pourquoi la contestation de l'homme technologique n'aurait-elle pas là aussi des forces à prendre et quelque chose à apprendre? Pourquoi se priverait-elle de cette source vive en adoptant à l'égard de la tradition l'attitude de l'homme technologique? Il nous semble que c'est uniquement en dialoguant avec le passé que la contestation pourra atteindre le radicalisme dont elle se réclame: ici aussi, les modes sont à inventer, les chemins à tracer, pour accéder véritablement au "passé" et à "l'histoire" que nous sommes et d'où nous pourrions tirer des éléments d'une identité pour l'avenir.

Raymond Montpetit

L'AFFAIRE CARDONNEL: UN CONCILE ENTERRÉ

A Rome, à l'heure qu'il est, ils doivent être dorés sur tranches et reliés en cuir de Cordoue, les Actes du Concile. Et classés une fois pour toutes dans le répertoire des citations pour discours circonstanciés. Dans les officines du Vatican, comme à Prague, la vie tranquillement se "normalise": comme avant le "grand dérangement" de Jean XXIII. Ce n'est pas pour rien d'ailleurs que l'on a appelé sa dernière journée de débats "journée de clôture". Car la clôture est bien dressée: interdit aux chrétiens ordinaires de circuler librement et sans escorte dans ses avenues. Ses horizons audacieux sont désormais réservés aux membres en règle d'un club de plus en plus sélect: les mandarins de la théologie.

Les gardes-barrières de la *Congrégation pour la doctrine de la foi* pénalisent les braconniers. Ou font tant et tant de tracasseries aux promeneurs trop entreprenants que ceux-ci sont finalement refoulés jusqu'à la clôture. Beaucoup d'ailleurs finissent par "sauter la clôture" . . . Le Saint-Père le déplore ensuite de toute sa paternité blessée.

Les gardes-barrières sont en pleine forme. Les encouragements leur viennent de haut: pas une quinzaine ne passe sans que Paul VI ne fasse une alarmante mise en garde contre la résurgence d'un nouveau "isme" dans l'application de la réforme liturgique, du dialogue oecuménique, de l'élaboration d'une théologie politique. Dernièrement, "ils ont eu" Monseigneur Ivan Illich, directeur du *Centre culturel d'information et de documentation* de Cuernavaca au Mexique. Et comme on ne saute pas de clôtures en soutane, c'est autrement que l'accusé poursuit désormais son travail de recherche sur la religion et le changement social en Amérique latine.

"Auront-ils" aussi le père Cardonnel, ce dominicain chaleureux, ce frère lointain qui nous était rendu si proche par ses articles de *Frères du monde* et de *Témoignage Chrétien*?

A la suite d'un carême populaire tenu, non dans une église mais dans la grande salle bondée de la *Mutualité* à Paris, son *Carême pour notre temps*, ses supérieurs lui ont interdit toute forme de paroles et d'écrits. Oser prêcher un carême dont la réflexion s'enracine dans les événements de mai en France, ce doit donc être ça de "l'horizontalisme"? Un prédicateur pondéré ne devrait-il pas plutôt apprendre aux esprits à "s'élever" au-dessus de ces violentes contingences pour atteindre les apaisantes généralités d'une saine théologie?

Jean Cardonnel n'était ni un Congar ni un Chenu. Il n'était pas l'homme des grands traités. C'était l'homme de la parole, de l'écrit bref, brûlant d'actualité. Une parole fougueuse, un écrit prophétique, hyperbolique, qui étaient sa respiration, sa raison de vivre, le sens même de sa vocation dominicaine. Tout cela lui est enlevé d'un coup, sans procès, sans mise en accusation, sans plaidoyer de la défense. Comme cela s'est toujours fait: le couperet qui tombe sec dans le silence ouaté de l'obéissance religieuse.

Notre ami a choisi la soumission patiente des grands réhabilités de son Ordre: ces mêmes Congar et Chenu qui, dans leur vieillesse sereine, voulaient nous faire croire qu'au Saint-Office, "depuis leur temps", les choses avaient bien changé . . . Avec notre ami bâillonné, nous sera-t-il permis de garder l'espoir que l'Evangile puisse enfin être annoncé pour "notre temps" sans que ses prophètes soient un à un muselés ou refoulés malgré eux hors de nos rangs déjà trop clairsemés?

Hélène Pelletier-Baillargeon

VALOIS, GILLES
41 RUE TROTTIER
DOLLARD-DES-ORMEAUX
3255 30/01/69